

Formation entrepreneuriale et travail indépendant parmi les diplômés universitaires en Tunisie

Résultats de l'évaluation d'impact du concours
Meilleurs plans d'affaires «Entreprendre et Gagner»

48	15%	14%	15	- 1/2
73	32%	32 1/4	32 1/2	+ 1/4
26	39 1/4	38%	38%	
43	26%	26 1/2	26%	
45				

Entreprendre et gagner jusqu'à 15 000 D

Concours 2009-2010 des meilleurs plans d'affaires

Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie

Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle des Jeunes

Ministère de l'Industrie de l'Énergie et des Petites et Moyennes Entreprises

Pour les étudiants de la 3^{ème} année en licences appliquées (LMD)

• S'inscrire auprès de la scolarité de votre établissement avant le 30 novembre 2009
• 50 prix de 3 000 à 15 000 dinars récompensent les meilleurs plans d'affaires.



Document conjoint de la Banque mondiale
et du Ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Formation entrepreneuriale et travail indépendant parmi les diplômés universitaires en Tunisie

*Résultats de l'évaluation d'impact du concours
Meilleurs plans d'affaires «Entreprendre et Gagner»*

Juin 2012



Document conjoint de la Banque mondiale
et du Ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi



TABLE DES MATIÈRES

Résumé	2
1. Introduction	3
2. Perspectives pour la formation à l'entrepreneuriat en Tunisie	5
3. Une nouvelle voie entrepreneuriale pour les étudiants des universités tunisiennes	7
4. Les expériences internationales en formation des jeunes à l'entrepreneuriat	10
5. Objectifs, méthode et échantillon de l'évaluation	13
6. Enquêtes de référence et de suivi	17
a. Équilibre des caractéristiques de référence	18
b. Désistement de la voie entrepreneuriale	18
7. Résultats : les indicateurs d'emploi	22
a. Impact sur le travail indépendant	24
b. Impact sur l'emploi	25
c. Caractéristiques de l'emploi	25
8. Les principaux vecteurs d'impact	26
a. Connaissances techniques et commerciales	27
b. Networking	27
c. Compétences comportementales, traits de personnalité de l'entrepreneur, et aspirations	28
d. Accès au crédit	31
9. Les résultats et la révolution	32
10. Impact du programme et genre	33
a. Attitudes vis-à-vis de l'entrepreneuriat	33
b. Différences hommes/femmes des impacts sur l'emploi	34
11. Principaux résultats et recommandations	38
12. Références	42
13. Annexes	44
a. Tableaux	44
b. Stratégie d'identification empirique	46

TABLEAUX

Tableau 1 : Étudiants de licence appliquée et voie entrepreneuriale	15
Tableau 2 : Complétion de la voie entrepreneuriale pour les étudiants qui y étaient assignés (effets marginaux)	21

Tableau 3	: Impact du programme sur les indicateurs d'emploi	23
Tableau 4	: Impact du programme sur les résultats intermédiaires — connaissances techniques et commerciales	27
Tableau 5	: Impact du programme sur les résultats intermédiaires — réseaux	28
Tableau 6	: Impact du programme sur les résultats intermédiaires — Compétences comportementales, traits de personnalité entrepreneuriaux et aspirations	30
Tableau 7	: Impact du programme sur les résultats intermédiaires — accès au crédit	31
Tableau 8	: Perception des effets de la révolution sur le marché du travail	32
Tableau 9	: Attitudes vis-à-vis de l'entrepreneuriat pour hommes et femmes	34
Tableau 10	: Différences dans les impacts du programme par genre	36

FIGURES

Figure 1	: Évolution du taux de chômage des jeunes diplômés (15-29 ans) et de la population active, 2005 à 2011	3
Figure 2	: Taux de chômage des jeunes (15-29 ans) par niveau d'instruction, 2005 et 2010	6
Figure 3	: Niveaux d'instruction des jeunes travailleurs et chômeurs (15-29 ans), 2010	6
Figure 4	: Taux de déclassement par niveau de diplôme, 18 mois et 3,5 ans après la fin des études	7
Figure 5	: Structure de la voie entrepreneuriale	8
Figure 6	: Comment avez-vous entendu parler de la voie entrepreneuriale ?	15
Figure 7	: Raisons pour s'inscrire à la voie entrepreneuriale	15
Figure 8	: Situation du chômage par gouvernorat, 2010	16
Figure 9	: Participation à la voie entrepreneuriale pendant le semestre	19
Figure 10	: Augmentation relative en pourcentage du taux de travail indépendant entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle	24
Figure 11	: Taux de participation et taux de chômage des jeunes diplômés (15 à 34 ans) par genre	35
Figure 12	: Perceptions des obstacles à l'entrepreneuriat	40

ENCADRÉS

Encadré 1	: EXIST – Aide à la création d'entreprises à l'intention des étudiants universitaires en Allemagne	10
Encadré 2	: À l'écoute des jeunes femmes bénéficiaires	37

FORMATION ENTREPRENEURIALE ET TRAVAIL INDÉPENDANT PARMI LES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES EN TUNISIE

Résultats de l'évaluation d'impact du concours Meilleurs plans d'affaires «Entreprendre et Gagner»

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit conjointement par la Banque mondiale et l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ) au Ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi (MFPE) de la Tunisie. Il a été préparé par M. Patrick Premand, Mme Stefanie Brodmann, Mme Rita Almeida, et Mme Rebekka Grun à la Banque mondiale, et Mahdi Barouni à l'ONEQ. Maaouia Ben Nasr a participé à la traduction et rédaction de la version française du rapport et Mme Anne Hilger a analysé les données de l'enquête nationale sur l'Emploi en Tunisie.

La cellule de gestion du projet comprenait une équipe de l'Agence nationale d'emploi et du travail indépendant (ANETI) conduite par Mlle Samia Amamou, une équipe du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) conduite par M. Rached Boussema et composée de M. Ammar Mlaoueh et Mme Rim Kaboul ; une équipe de l'Agence de promotion de l'industrie (API) conduite par M. Mahmoud Chouchène, et une équipe de l'ONEQ comprenant M. Mahdi Barouni et M. Fakher Zaibi.

La cellule de pilotage comprenait M. Ali Sanaa (MFPE), M. Rached Boussema (MERS) et M. Nouredine Taktak (Ministère de l'Industrie et de la technologie).

L'équipe d'évaluation du projet comprenait M. Mahdi Barouni et M. Wadi Turki sous la conduite de Mme Fatma Moussa à l'ONEQ, ainsi que Mme Rita Almeida, Mme Rebekka Grun, M. Patrick Premand, M. Luca Etter et M. Maaouia Ben Nasr sous la conduite de Mme Stefanie Brodmann à la Banque mondiale.

Les enquêtes ont été réalisées par M. Hosni Nemsia et son équipe du bureau ISTIS. L'équipe de la Banque mondiale a bénéficié du conseil de Mme Roberta Gatti, Mme Leila Zlaoui, M. Najy Benhassine et M. David Margolis. Cette étude a bénéficié du précieux soutien du Fonds espagnol d'évaluation d'impact (Spanish Impact Evaluation Fund - SIEF) ainsi que du Plan d'Action Genre (Gender Action Plan - GAP) de la Banque mondiale.

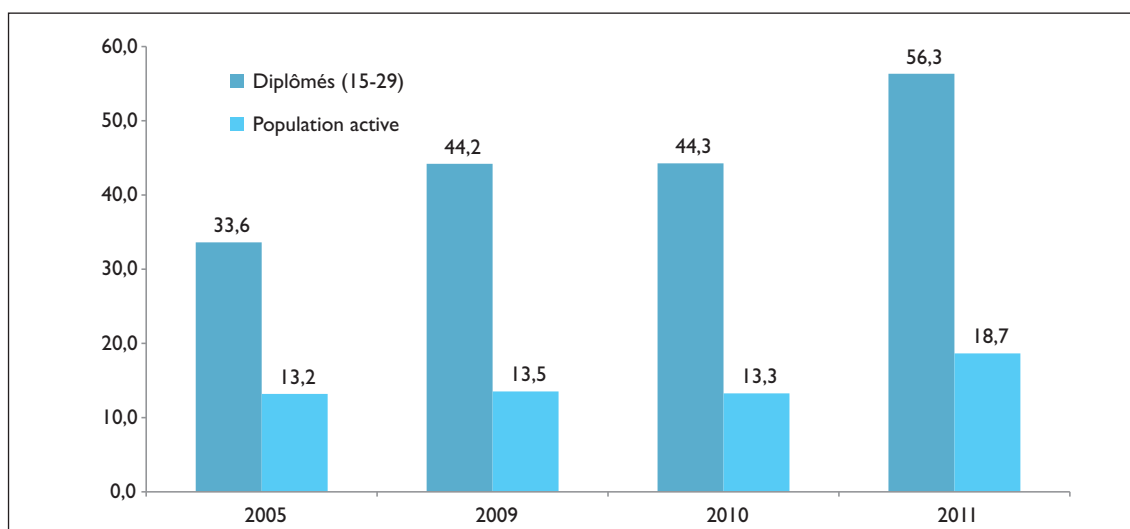
RÉSUMÉ

En Tunisie, la révolution a mis en évidence les répercussions considérables du chômage élevé et de la marginalisation des jeunes. Le présent rapport évalue de façon rigoureuse la mise en place d'une voie entrepreneuriale encouragée par le concours Meilleurs plans d'affaires «Entreprendre et Gagner» dans le cadre d'une réforme de l'enseignement supérieur. La voie entrepreneuriale visait à fournir une formation pratique à la création d'entreprise (Création d'entreprises et formation d'entrepreneurs - CEFÉ) et un accompagnement personnalisé (coaching) aux étudiants qui pouvaient ensuite obtenir leur diplôme en préparant un plan d'affaires au lieu de rédiger un mémoire universitaire classique. Mis en œuvre au cours de l'année universitaire 2009-2010, le projet pilote ciblait les étudiants en dernière année de licence appliquée, c'est-à-dire juste avant leur passage du monde des études à celui du travail ou, souvent, au monde du chômage, compte tenu des longues durées d'accès au premier emploi en Tunisie. Sur les 1 702 étudiants qui ont demandé à s'inscrire dans la voie entrepreneuriale, une moitié a été choisie de façon aléatoire pour participer au programme, tandis que l'autre moitié a suivi le parcours standard. Ce rapport compare les indicateurs d'emploi des participants au programme et des étudiants du groupe de contrôle un an après la fin de l'année universitaire. Les résultats montrent que la formation entrepreneuriale ciblée sur les étudiants universitaires contribue à promouvoir le travail indépendant. La voie entrepreneuriale a eu pour effet de développer les connaissances commerciales des étudiants, d'élargir leurs réseaux, et d'affecter un éventail de compétences comportementales. Les résultats indiquent aussi que la voie entrepreneuriale a incité les bénéficiaires à envisager l'avenir avec plus d'optimisme, ce qui est intéressant dans le contexte de la révolution tunisienne. Toutefois, les résultats positifs sur le travail indépendant sont principalement constatés parmi la population masculine et le programme n'a pas relevé le niveau global de l'emploi parmi les bénéficiaires.

I. Introduction

Les événements du printemps arabe survenus d'abord en Tunisie puis dans d'autres parties de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), ont montré combien la situation des jeunes chômeurs était difficile. La Tunisie, comme la région MENA en général, est confrontée depuis longtemps au problème du chômage, en particulier parmi les nouveaux diplômés universitaires. La population des diplômés de l'enseignement supérieur affiche en moyenne un taux de chômage nettement supérieur à celui de la population globale et les durées d'accès à l'emploi sont encore plus longues. Les données d'une enquête de suivi réalisée auprès des diplômés universitaires de la promotion 2004 montrent que 46% des diplômés étaient encore au chômage 18 mois après l'obtention de leur diplôme. L'enquête révélait en outre que les périodes de transition entre l'université et le travail étaient particulièrement longues pour les diplômés en droit et en gestion (MFPE et Banque mondiale, 2009). Selon des statistiques plus récentes, la situation de l'emploi a continué de se détériorer : le taux de chômage est passé de 25,6% en 2010 à 29,2% en 2011 parmi les Tunisiens diplômés de l'enseignement supérieur; tandis qu'il est passé de 13,3% à 18,7% de la population active¹. Le taux de chômage est encore plus élevé parmi les récents diplômés. La figure 1 montre que le taux de chômage a atteint 56,3% parmi les jeunes âgés de 15 à 29 ans et titulaires d'une licence en 2011.

Figure 1 : Évolution du taux de chômage des jeunes diplômés (15-29 ans) et de la population active, 2005 à 2011



Source : Enquête nationale sur l'emploi en Tunisie, 2005, 2009, 2010, 2011.

Le chômage des diplômés universitaires constitue un sujet de préoccupation pour les décideurs en Tunisie, mais aussi dans l'ensemble de la région MENA. Il est donc primordial de déterminer quels programmes contribuent efficacement à améliorer l'employabilité des diplômés. Les décideurs se demandent souvent s'il existe des programmes capables d'améliorer tangiblement l'emploi des diplômés et si ces programmes sont applicables au contexte local. L'objectif du présent rapport est de contribuer à constituer une base de connaissances sur l'efficacité des programmes de formation des jeunes, et ceci en présentant les résultats d'une évaluation d'impact rigoureuse d'un programme pilote de formation entrepreneuriale destiné aux étudiants tunisiens en licence appliquée. Il s'agit d'une des premières évaluations d'impact randomisées réalisées dans la région pour évaluer l'impact d'un programme d'emploi pour les jeunes (Angel-Urdinola, Semlali, et Brodmann, 2010).

¹ Ces statistiques proviennent de l'enquête nationale sur l'emploi en Tunisie (2010, 2011). Elles diffèrent légèrement de celles publiées sur le site internet de l'Institut National de Statistique (INS) car la population active comprend les individus de 15 à 64 ans dans le présent rapport.

À la faveur d'une réforme partielle de l'enseignement supérieur mise en œuvre en 2009, une «voie entrepreneuriale» novatrice a été introduite dans le cadre du programme de licence appliquée sous la forme d'un concours Meilleurs plans d'affaire «Entreprendre et Gagner». Des campagnes d'information ont été menées dans les universités et les médias au cours du premier semestre de l'année universitaire 2009-2010 pour sensibiliser les étudiants à l'existence de cette nouvelle option de validation de leur diplôme. Les étudiants en dernière année de licence appliquée 2009-2010 ont été invités à s'inscrire à la voie entrepreneuriale.

Pour obtenir leur diplôme, les étudiants ayant opté pour cette voie entrepreneuriale devaient rédiger et présenter un plan d'affaires remplaçant le mémoire traditionnel de fin de licence. Au total, 1 702 étudiants remplissant les conditions d'éligibilité ont déposé une demande ; la moitié d'entre eux a été sélectionnée de façon aléatoire pour participer à la nouvelle voie entrepreneuriale, qui incluait une formation entrepreneuriale et un accompagnement personnalisé (coaching). Durant cette phase pilote (première édition du programme) et après l'obtention de leur diplôme de licence appliquée suite à la rédaction d'un plan d'affaires, les diplômés ont été invités à participer à un concours de plans d'affaires intitulé «Entreprendre et Gagner». Les 50 premiers lauréats étaient éligibles à recevoir un capital d'amorçage qu'ils pouvaient utiliser comme une mise de fonds propres pour créer une entreprise telle que définie par leur plan d'affaires. Ce rapport évalue l'impact de la voie entrepreneuriale (c'est-à-dire les composantes de formation et de coaching précédant le concours «Entreprendre et Gagner») sur les indicateurs d'emploi des diplômés.

Le rapport montre que l'introduction de la voie entrepreneuriale dans les programmes de licence appliquée a fait progresser le taux de travail indépendant parmi les diplômés universitaires en Tunisie. Un an après l'obtention du diplôme, le taux de travail indépendant a augmenté de 1 à 4 points de pourcentage pour le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle. Cet effet est plutôt faible en termes absolus, mais de par la faible prévalence du travail indépendant parmi les diplômés du groupe de contrôle, il implique que les bénéficiaires du programme pilote avaient de 48 à 81% plus de chances de travailler pour leur compte que les diplômés du groupe de contrôle. Les résultats montrent que le programme a eu pour effet de développer les connaissances commerciales des étudiants, d'élargir leurs réseaux, et d'influer sur certaines compétences entrepreneuriales et comportementales. Il a aussi modifié les aspirations des étudiants pour l'avenir. Toutefois, même si les participants à la voie entrepreneuriale avaient plus confiance dans leur aptitude à obtenir des crédits, les résultats ne suggèrent pas que le programme ait facilité l'accès au crédit. En particulier, les impacts ne semblent pas être liés aux résultats du concours de plan d'affaires et aux gagnants qui étaient éligibles à l'obtention de fonds propres pour la création d'une entreprise. De plus, les diplômés déclarent que le manque d'accès au crédit demeure la principale contrainte pour se lancer dans le travail indépendant. Finalement, les résultats révèlent aussi que l'impact sur le travail indépendant est principalement observé chez les hommes.

2. Perspectives pour la formation à l'entrepreneuriat en Tunisie

En Tunisie, le nombre des diplômés et le taux de chômage parmi les jeunes ayant fait des études supérieures ne cessent d'augmenter. La scolarisation massive connue depuis quelques décennies conjuguée à la baisse de la sélectivité du parcours scolaire ont fait rapidement progresser l'enseignement supérieur : les taux bruts de scolarisation au niveau supérieur ont atteint 34% en 2009, contre 12% en 1995 (EduStats, 2011). Parallèlement, le taux de chômage est particulièrement élevé chez les jeunes

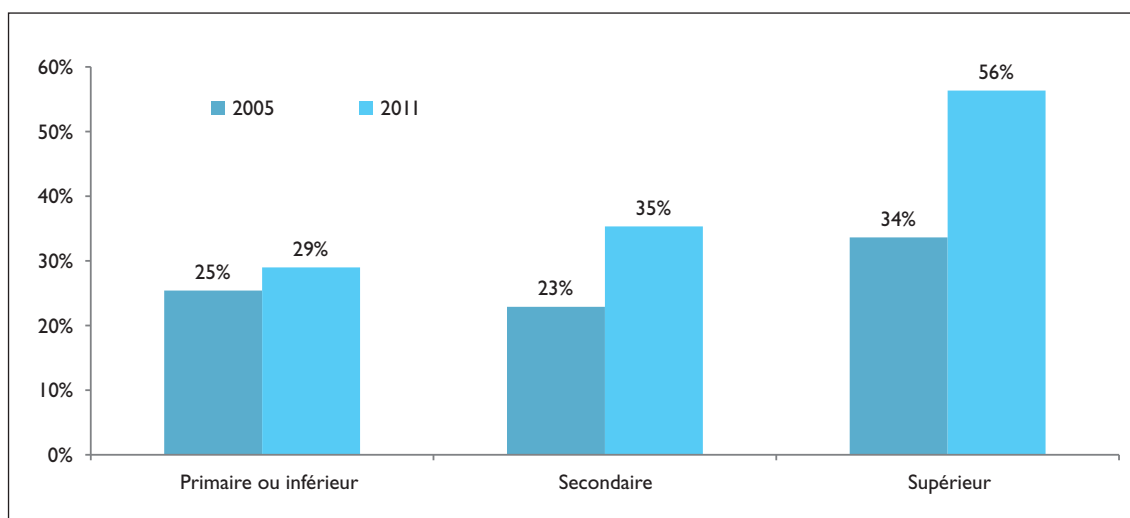
diplômés du supérieur et n'a cessé d'augmenter ces dernières années, passant de 34% à 56% entre 2005 et 2011 (figure 2). Les résultats de la présente étude montrent aussi que 48% d'un sous-groupe de diplômés en licence appliquée de 2010 restent sans emploi neuf mois après la fin de leurs études.

En outre, les jeunes diplômés universitaires ont très peu de chances de trouver un emploi et constituent une large part des jeunes au chômage. Alors que les jeunes issus de l'enseignement supérieur (15-29 ans) représentaient 15,5% de la population active occupée en Tunisie en 2010, ils constituaient 33,7% des chômeurs (figure 3). En revanche, les diplômés du secondaire représentaient 28,3% de la population active occupée, mais seulement 25,9% du nombre total des chômeurs. Ces chiffres reflètent la longue durée de l'accès au premier emploi pour les diplômés universitaires, mais ils ne tiennent pas compte des effets positifs à plus long terme d'un diplôme universitaire sur le marché de l'emploi.

Des études ont montré que plusieurs facteurs ralentissent l'entrée des diplômés des universités tunisiennes sur le marché du travail. Premièrement, le marché du travail n'a pas créé suffisamment d'emplois pour absorber le nombre croissant de nouveaux arrivants. Deuxièmement, les données disponibles suggèrent que les compétences des jeunes diplômés ne correspondent pas totalement aux besoins du marché : un pourcentage élevé de diplômés occupent des postes d'emploi demandant des compétences qui sont inadéquates ou inférieures à leurs qualifications (figure 3). À titre d'exemple, les résultats d'une étude sur l'offshoring en Tunisie montrent que les employeurs se plaignent de ce que les candidats potentiels manquent d'au moins une des trois catégories générales de compétences requises que sont : i) les compétences générales (pensée critique, aptitudes de communication, professionnalisme, esprit d'équipe, culture générale), ii) les compétences techniques (adaptation aux besoins actuels du marché du travail) ; et iii) les compétences linguistiques (maîtrise suffisante du français et de l'anglais) (IFC, 2011). Troisièmement, des distorsions dans le marché du travail créent des dysfonctionnements supplémentaires, y compris des listes d'attente de plus en plus longues pour les emplois du secteur public.

Plusieurs interventions sont nécessaires pour lever les obstacles à l'entrée des diplômés dans le monde du travail, parmi lesquelles : i) des mesures axées sur la demande, comme le développement du secteur privé et le renforcement de la compétitivité et de l'innovation pour faciliter la création d'emplois ; ii) des mesures axées sur l'offre, telles que l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la pertinence de la formation professionnelle aussi bien que la stimulation de la culture entrepreneuriale ; et iii) des mesures favorisant l'adéquation entre l'offre et la demande, telles que l'amélioration de l'intermédiation sur le marché de l'emploi².

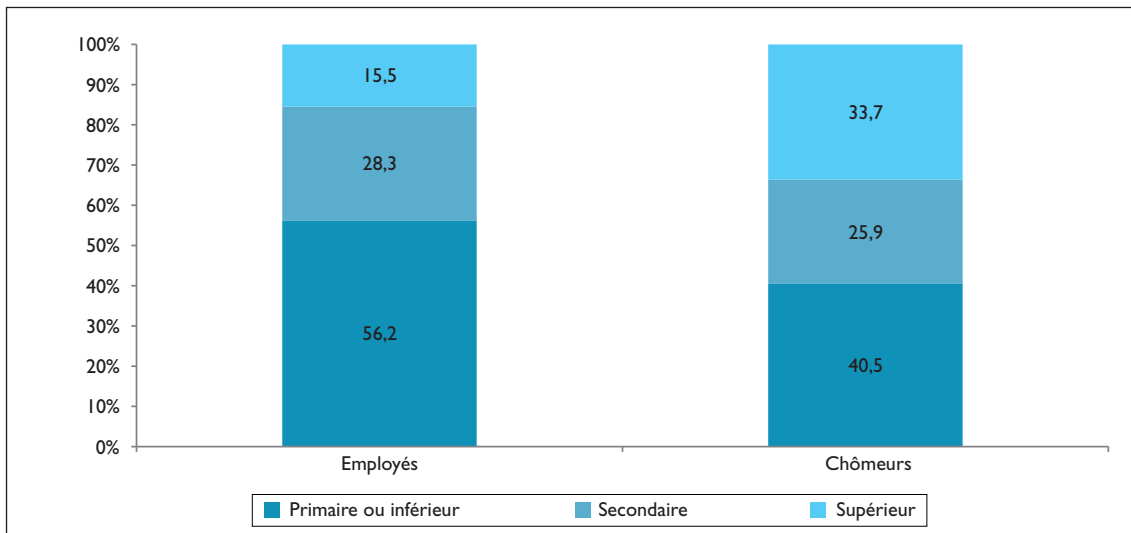
Figure 2 : Taux de chômage des jeunes (15-29 ans) par niveau d'instruction, 2005 et 2010



Source : Enquête nationale sur l'emploi en Tunisie, 2005, 2010.

2 Pour un diagnostic complet, consulter Banque mondiale (2007, 2009) et MFPE et Banque mondiale (2009).

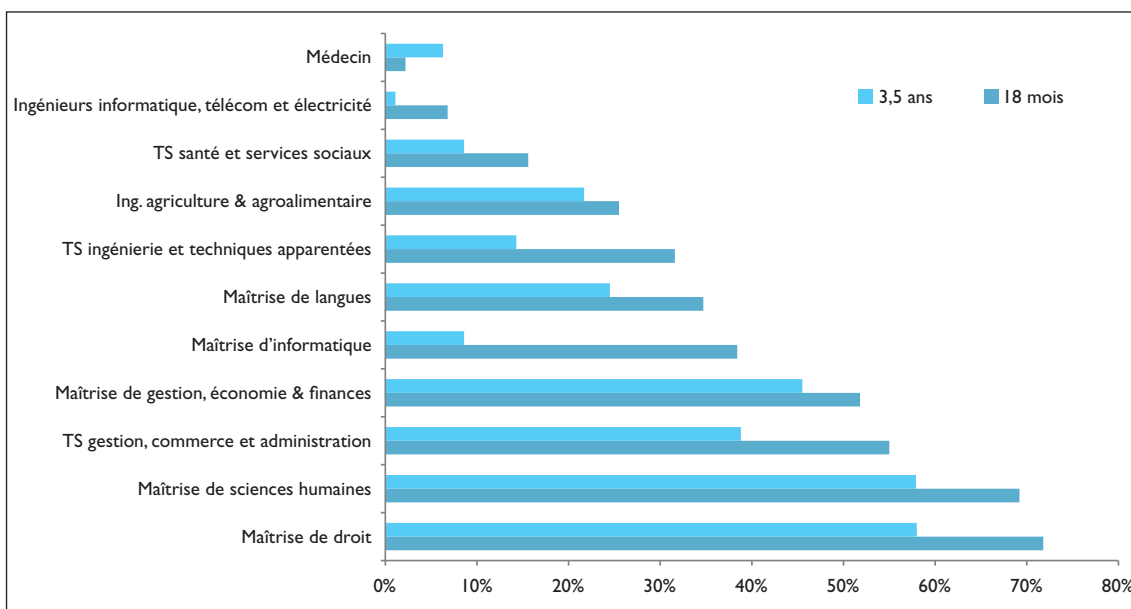
Figure 3 : Niveaux d'instruction des jeunes travailleurs et chômeurs (15-29 ans), 2010



Source : Enquête nationale sur l'emploi en Tunisie, 2010.

Dans cette perspective générale, le présent rapport évalue l'efficacité d'une intervention spécifique sur le marché du travail qui vise à promouvoir le travail indépendant chez les diplômés universitaires. Pour réduire les taux élevés de chômage des jeunes, les décideurs politiques se demandent souvent comment promouvoir l'entrepreneuriat et intéresser les jeunes à ce type d'activité. Les programmes de promotion de l'entrepreneuriat auprès des étudiants peuvent doter les diplômés de compétences plus adaptées au marché du travail et leur permettre de créer leur propre emploi, voire, à plus long terme, des emplois pour les autres. En dépit de ce potentiel, l'efficacité de la formation à l'entrepreneuriat — particulièrement dans le contexte de la région MENA — est loin d'être établie.

Figure 4 : Taux de déclassement par niveau de diplôme, 18 mois et 3,5 ans après la fin des études



Source : MFPE et Banque mondiale (2009).

Remarque : Calculé sur la base d'une enquête de suivi menée auprès des diplômés de 2004.

Le taux de déclassement se définit comme le pourcentage d'individus par discipline occupant des emplois exigeant des compétences inférieures à celles correspondant à leurs qualifications.

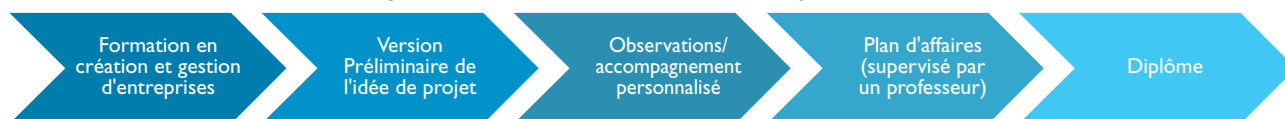
3. Une nouvelle voie entrepreneuriale pour les étudiants des universités tunisiennes

En Tunisie, un programme innovateur de formation à l'entrepreneuriat destiné aux étudiants universitaires a été introduit et évalué pendant l'année universitaire 2009-2010. Le but du programme était d'améliorer l'emploi des diplômés. Pendant le dernier semestre du programme de licence appliquée, les étudiants sont généralement tenus d'effectuer un stage et de rédiger un mémoire académique en vue de l'obtention de leur diplôme. En juin 2009, les ministères de la Formation professionnelle et de l'emploi (MFPE) et de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) ont adopté une réforme créant une autre voie : les étudiants pouvaient choisir de recevoir une formation et un accompagnement personnalisé en création et gestion d'entreprises, et d'élaborer un plan d'affaires qu'ils étaient invités à soumettre au concours Meilleurs plans d'affaire «Entreprendre et Gagner». En août 2009, le MFPE et le MESRS ont signé une ordonnance conjointe autorisant les étudiants à soumettre un plan d'affaires tenant lieu de mémoire pour l'obtention de la licence. En collaboration avec la Banque mondiale, le Gouvernement tunisien a conçu un programme pilote visant à : i) accroître le travail indépendant ; ii) promouvoir la culture d'entreprise chez les diplômés ; et iii) améliorer l'emploi en assurant une meilleure adéquation des compétences des diplômés aux besoins du secteur privé.

La conception et la mise en œuvre de la voie entrepreneuriale et de son concours «Entreprendre et Gagner» a nécessité une étroite collaboration interministérielle. Le programme pilote a été lancé par le Ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi, l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ) — qui est sa division statistique — et l'Agence nationale de l'emploi et du travail indépendant (ANETI), le Ministère de l'Industrie et les centres d'intervention de l'Agence de promotion de l'Industrie (API) et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Une cellule interministérielle a été mise en place pour faciliter la mise en œuvre du programme. Elle était composée de représentants du MESRS, de l'API, de l'ANETI et de l'ONEQ, avec une étroite assistance technique de la Banque mondiale.

Les bénéficiaires du programme pilote ont reçu un soutien pour l'élaboration d'un plan d'affaires, sous forme de formation à l'entrepreneuriat et d'accompagnement individuel. Le programme pilote, conçu selon les meilleures pratiques internationales, prévoyait : i) des cours sur l'entrepreneuriat dispensés par l'ANETI ; ii) des séances de coaching assurées par des coachs extérieurs venant du secteur privé – surtout de jeunes entrepreneurs ou des professionnels des secteurs correspondant au plan d'affaires de l'étudiant ; et iii) la supervision par des enseignants universitaires de l'élaboration et la finalisation des plans d'affaires (figure 5). Pour chaque étudiant, le produit final du programme était un plan d'affaires complet tenant lieu de mémoire de fin d'études. Les participants pouvaient aussi soumettre leur plan d'affaires à un concours permettant aux gagnants de recevoir une contribution au financement initial de leur projet. Ce rapport se concentre sur la «voie entrepreneuriale», c'est-à-dire les composantes de formation et de coaching précédant le concours «Entreprendre et Gagner».

Figure 5 : Structure de la voie entrepreneuriale



Le programme s'est déroulé entre février et juin 2010. Les étudiants sélectionnés ont d'abord suivi une formation entrepreneuriale intensive pour concevoir, modifier ou affiner un premier plan d'affaires. Entre février et mars 2010, les participants ont reçu une formation à temps plein intensive de vingt jours en création et gestion d'entreprises dans les bureaux locaux de l'ANETI et les espaces

«Entreprendre». Cette formation intitulée «Création d'entreprise et formation des entrepreneurs (CEFE)», faisait déjà partie des interventions sur le marché du travail offertes par l'ANETI. Elle a été conduite en petits groupes et incluait des travaux de recherche pratique sur le terrain destinés à renforcer i) les compétences comportementales des participants, ii) leurs compétences entrepreneuriales et iii) leurs aptitudes relationnelles. La formation a démarré par quatre modules :

- La personne : comment développer une culture d'entreprise et des qualités comportementales.
- Le projet : comment générer des plans d'affaires, par des séances de réflexion, suivies de l'analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces (SWOT) en vue de retenir la meilleure idée de projet pour chaque participant. Souvent, les idées de départ étaient abandonnées à ce stade.
- La gestion : les principes généraux de gestion, dont la direction, le choix des partenaires, l'organisation, la gestion du temps et les outils de planification.
- La commercialisation : identification et étude du marché (concurrents, clients, normes technologiques, etc.) pour étayer l'analyse des coûts.

Après ces quatre modules, les participants ont soumis leurs idées à des banquiers et des experts pour qu'ils les évaluent. Les projets ont ensuite été modifiés, puis les étudiants ont pris part à trois modules additionnels :

- Recherche de l'information : les participants avaient trois jours pour trouver des informations relatives à la mise en œuvre de leurs projets sur le terrain.
- Plan d'affaires : chaque participant a appris comment estimer des paramètres clés, tels que les investissements (frais de démarrage et financement), les revenus et les frais d'exploitation (achats, charges de personnel, importations, frais financiers, amortissement, etc.).
- Réseaux : durant la formation, au moins cinq personnes-ressources (experts en gestion d'entreprise) ont été invitées à présenter des exposés.

Un coach particulier a ensuite été affecté à chaque étudiant et un professeur d'université a supervisé la finalisation des plans d'affaires. Les coachs étaient des chefs d'entreprises privées ou des formateurs spécialisés de l'ANETI ou de l'API. Entre avril et juin 2010, les étudiants devaient participer à huit séances d'accompagnement, individuellement ou par petits groupes. Parallèlement, ils étaient régulièrement supervisés par l'un de leurs enseignants. Le plan d'affaires a été rédigé et soutenu à l'université en vue de l'obtention du diplôme.

Après la soutenance, les étudiants pouvaient soumettre leur projet à un concours de plans d'affaires (le concours «Entreprendre et Gagner»). Les projets ont été présentés à un jury, qui a sélectionné cinquante lauréats, dont la récompense était un financement initial pouvant servir de fonds propre pour la création de leur entreprise. Les cinq premiers (retenus sur la base d'un classement qualitatif) devaient recevoir un prix de 15 000 dinars chacun, les 20 suivants un prix de 7 000 dinars et les 25 suivants un prix de 3 000 dinars. En réalité, très peu de lauréats ont souscrit un emprunt pour créer leur entreprise et ont pu ainsi recevoir leur prix, c'est pourquoi le présent rapport met surtout l'accent sur la voie entrepreneuriale (prise dans son ensemble, c'est-à-dire la combinaison de la formation entrepreneuriale et d'accompagnement personnalisé). Les résultats de l'évaluation montrent cependant que les résultats sont robustes si l'on prend en compte les étudiants qui n'ont pas gagné de prix dans le cadre du concours. Ceci démontre que les résultats positifs se trouvent principalement dans la participation à la voie entrepreneuriale et non pas dans le seul processus d'attribution de prix par voie de concours, bien que ces deux aspects ne puissent pas être formellement séparés.

4. Les expériences internationales en formation des jeunes à l'entrepreneuriat

La présente section donne un bref aperçu du lien qui existe entre l'évaluation d'impact rigoureuse du programme tunisien de formation des jeunes à l'entrepreneuriat, les publications académiques sur ce sujet d'une manière générale et l'engagement de la Banque mondiale dans le cadre des politiques actives d'emploi. La Banque mondiale s'est récemment investie dans plusieurs programmes d'accompagnement de l'entrepreneuriat à travers le monde. Compte tenu de l'accent considérable mis sur les résultats, certains de ces programmes font actuellement l'objet d'une évaluation rigoureuse. C'est notamment le cas du programme NUSAF d'appui à l'entrepreneuriat pour les jeunes vulnérables en Ouganda (Blattman et al., 2011) et d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat au Malawi.

Si l'introduction de la voie entrepreneuriale est une innovation liée à la réforme de l'enseignement supérieur en Tunisie, la formation et l'accompagnement personnalisé des étudiants de l'enseignement supérieur en création et gestion des entreprises est une pratique bien établie dans certains pays membres de l'OCDE (Oosterbeek et al., 2008). À titre d'exemple, l'encadré 1 décrit un programme réussi offert aux étudiants universitaires en Allemagne.

Encadré 1 : EXIST – Aide à la création d'entreprises à l'intention des étudiants universitaires en Allemagne

Le projet EXIST accorde un petit financement et un encadrement en milieu universitaire à des étudiants désireux de créer leur propre entreprise. Il met aussi les candidats en relation avec un coach externe et les informe des avantages en nature fournis par les incubateurs. L'accompagnement prend fin dès l'immatriculation de l'entreprise. Le projet étant supervisé par différentes régions fédérales, son organisation diffère quelque peu d'une région à l'autre.

Une enquête menée en 2005 auprès de 193 équipes participantes a montré que la grande majorité d'entre elles (85%) avaient créé leur entreprise. Si la plupart de ces entreprises existent toujours, les équipes ont changé : seules 50% des entreprises sont encore dirigées par leurs fondateurs. Les entreprises sondées employaient en moyenne 4,1 personnes un ou deux ans après la période d'incubation et leurs revenus étaient limités : 42% des entreprises gagnaient au plus 50 000 euros par an. Cependant, 48% des entreprises étaient assez rentables. Près de la moitié des sondés (45%) se réjouissaient du parcours de leur entreprise, les mécontents faisant état de problèmes liés à la commercialisation de leurs produits/services ou au financement.

Source : www.exist.de

L'évaluation d'impact du projet tunisien est la première étude utilisant une approche randomisée pour quantifier l'efficacité de la formation en création et gestion d'entreprises dans un échantillon d'étudiants universitaires³. Le rapport va au-delà des résultats sur le marché de l'emploi pour inclure une évaluation de l'acquisition de compétences entrepreneuriales et comportementales. Il se base sur plusieurs courants de publications académiques, comme précisé ci-dessous.

Premièrement, les travaux publiés sur la question constatent que l'entrepreneuriat joue un rôle primordial dans la croissance de la productivité et essaient de décrire le contexte socio-économique

³ Oosterbeek et al. (2008) ont étudié l'impact de l'enseignement de l'entrepreneuriat sur les compétences entrepreneuriales des étudiants et leur intention de choisir ou non de diriger des entreprises aux Pays-Bas. Ils ont observé très peu d'effets positifs, mais leur étude est basée sur une approche quasi expérimentale appliquée à un petit échantillon avec des taux d'attrition élevés.

des entrepreneurs qui réussissent (Baumol, 1968). Il est clairement établi que la plupart des pays en développement comptent un grand nombre de travailleurs indépendants (Gollin, 2002), particulièrement parmi les pauvres (Banerjee et Duflo, 2008). Plusieurs articles publiés récemment décrivent les caractéristiques des entrepreneurs à succès (Elston et al., 2005, et de Mel et al., 2010). Djankov et al. (2006) et étudient les traits de personnalité et les caractéristiques psychologiques et sociologiques des entrepreneurs en Russie, en Chine, au Brésil, en Inde ou au Nigéria.

Deuxièmement, les résultats disponibles sur l'efficacité des politiques de promotion de l'employabilité et de la productivité des jeunes dans les pays en développement demeurent particulièrement rares.

Bien qu'il existe de nombreux écrits sur ce sujet, la plupart des résultats disponibles portent sur les programmes réalisés en Amérique latine et, généralement, sur la formation professionnelle des jeunes vulnérables (Ibarra et Rosas, 2008). Par ailleurs, très peu d'articles ont appliqué une approche expérimentale à l'étude de cette question chez des groupes plus éduqués (Almeida et al., 2011, et Kluge et al., 2010). Les évaluations d'impact des programmes de formation des jeunes réalisées par Attanasio et al. (2011) et Card et al. (2011) sont deux exceptions importantes. Attanasio et al. (2011) ont étudié le programme Jovenes en Accion en Colombie, auquel participaient 3 500 jeunes. Ils ont constaté que la formation professionnelle augmentait considérablement les chances des femmes de trouver un emploi et relevait le niveau de revenu des hommes et des femmes. Plus particulièrement, les femmes gagnaient environ 18% de plus que ce qu'elles auraient gagné en l'absence du programme, et les hommes 8% de plus. La plupart des effets observés étaient liés à une composante de formation en cours d'emploi, les cours théoriques jouant un rôle bien moins important dans la promotion de l'employabilité. Card et al. (2011) se sont intéressés à un programme d'emploi de jeunes en République dominicaine portant sur 7 300 jeunes. Ils n'ont pas trouvé d'impact significatif sur l'emploi, mais plutôt des effets marginalement positifs sur les revenus générés peu après la fin du programme.

Troisièmement, le présent rapport s'apparente à d'autres études portant sur l'efficacité des interventions de soutien à l'entrepreneuriat. D'une manière générale, ces études montrent que la formation et le soutien financier offerts aux entrepreneurs peuvent permettre d'accroître le travail indépendant et les revenus. Cependant, la plupart des résultats disponibles jusqu'à présent portent sur un groupe cible complètement différent de celui faisant l'objet du présent rapport. Les études ont tendance à s'intéresser à l'accompagnement soit de travailleurs avec faibles productivité, soit de personnes inactives, soit de personnes au chômage (Almeida et Galasso, 2010 ; de Mel et al., 2010 ; Klinger et Schündeln, 2011). Comme dans le présent rapport, les deux premiers articles analysent les effets de la formation à l'entrepreneuriat sur un échantillon de chefs d'entreprises potentiels, alors que le dernier porte sur des chefs d'entreprises existantes comptant en moyenne une dizaine d'employés. Dans le cadre du projet Micro emprendimientos Productivos en Argentine, le gouvernement a accordé des subventions pour relever le revenu des travailleurs indépendants. Ce programme soutenait financièrement les bénéficiaires en leur accordant des aides en nature sous forme de ressources et d'équipements pour leur permettre de développer des sources de revenu viables et de réduire leur dépendance à l'égard des prestations sociales. Almeida et Galasso (2010) ont évalué le programme et ont montré que la combinaison d'un soutien entrepreneurial et de microfinancements était efficace pour promouvoir des conditions de vie plus décentes, particulièrement pour des femmes ayant une certaine expérience du monde de l'emploi. De Mel et al. (2011) ont aussi constaté qu'au Sri Lanka, la formation à l'entrepreneuriat offerte par le BIT avait accéléré le processus de création d'entreprises chez les femmes intéressées et avait permis de créer des entreprises plus prospères. Enfin, Klinger et Schündeln (2011) ont étudié l'impact de la formation à l'entrepreneuriat dispensée par une ONG sur la performance des entreprises en Amérique centrale. Utilisant une approche non expérimentale exploitant une discontinuité dans les résultats observés avant la formation, ils ont constaté que la formation augmentait considérablement les chances pour les participants de créer ou de développer une entreprise. Ce programme semblait avoir de meilleurs résultats chez les femmes ayant également obtenu une incitation monétaire, ce qui laisse penser que les contraintes financières peuvent être plus importantes pour les femmes entrepreneurs.

Enfin, une série d'études dans le même domaine utilise une approche expérimentale pour étudier l'efficacité de la formation à l'entrepreneuriat sur des clients d'institutions de microfinance, une grande partie étant axée exclusivement sur les femmes. Au Pérou par exemple, 70% des emprunteurs de l'institution FINCA sont des femmes. Karlan et Valdivia (2011) ont étudié l'impact d'une formation offerte par FINCA : le programme a été associé à l'amélioration des pratiques commerciales, mais pas à une augmentation significative des ventes, des gains ou des emplois. Drexler et al. (2010) ont comparé deux programmes de formation visant surtout la clientèle féminine des institutions de microfinance en République Dominicaine. Ils ont montré qu'un petit programme de formation a pu améliorer les pratiques commerciales et les ventes pendant les semaines difficiles, mais sans avoir un effet significatif sur le chiffre d'affaires moyen. Enfin, Bruhn et Zia (2011) ont appliqué une approche aléatoire à la formation à l'entrepreneuriat offerte par une ONG locale — le Centre de développement de l'entrepreneuriat (EDC) — à des clients d'établissements de microfinance en Bosnie-Herzégovine. Ils ont constaté quelques améliorations des pratiques commerciales, mais pas d'augmentation de la rentabilité ou du taux de survie des entreprises.

L'intervention tunisienne est aussi étroitement liée à un vaste programme analytique conduit par la Banque mondiale sur les politiques actives d'emploi. À titre d'exemple, le document de référence de la nouvelle stratégie de protection sociale propose un cadre conceptuel innovateur qui affirme que les politiques publiques (incitations et programmes) en faveur des chômeurs ou des personnes inactives doivent s'attaquer aux multiples obstacles à l'employabilité et à la productivité (Almeida et al., 2011a). Ce document propose aussi un examen récent de l'efficacité des programmes qui met à jour les résultats de plusieurs autres rapports de la Banque mondiale sur ce sujet, tant au niveau régional que mondial (par exemple Angel-Urdinola et al., 2010, Betcherman et al., 2004 et 2007). Par ailleurs, les politiques actives du marché du travail constituent une dimension importante du Rapport sur le développement dans le monde de 2013, consacré à l'emploi. Au-delà de la Banque mondiale, plusieurs importantes analyses et opérations sont menées tant par des ONG que les gouvernements. À titre d'exemple, chaque année, d'importants financements sont accordés à des programmes pilotés par le secteur privé pour offrir, notamment, des formations aux entrepreneurs dans les pays en développement, des réseaux d'entraide ou des services professionnels gratuits. Pourtant, la majeure partie de ce travail est toujours réalisée sans savoir véritablement quelles solutions sont efficaces et peuvent être répliquées à plus grande échelle et ne repose pas sur des études empiriques (Angel-Urdinola et al., 2010).

5. Objectifs, méthode et échantillon de l'évaluation

Le principal objectif de cette évaluation d'impact est de déterminer si la nouvelle voie entrepreneuriale est efficace pour promouvoir le travail indépendant, la culture d'entreprise et plus généralement, l'emploi des diplômés universitaires. Le programme peut potentiellement avoir un impact sur les résultats des participants de différentes manières : 1) il développe les connaissances commerciales et techniques qui permettent aux bénéficiaires de devenir de meilleurs entrepreneurs ; 2) il relie les bénéficiaires à un réseau social plus vaste d'entrepreneurs et de banquiers ; 3) il peut renforcer les compétences comportementales, ainsi que les traits de caractère (y compris entrepreneuriaux), façonnant ainsi une culture d'entreprise et offrant des perspectives d'avenir ; 4) il améliore l'accès des participants aux informations et procédures relatives au crédit. Au-delà de l'estimation de l'impact de l'intervention sur ces vecteurs, l'évaluation analyse aussi dans quelle mesure l'efficacité du programme varie selon les genres. Ces conclusions fournissent des recommandations pour l'amélioration du programme, tant de point de vue de son contenu, que de sa mise en œuvre ou aussi de son potentiel de réplification à une plus grande échelle.

L'évaluation d'impact fait partie intégrale de la conception du programme pilote et vise à estimer l'impact causal du programme sur des indicateurs d'emploi et sur divers autres indicateurs de résultats de l'étude. L'impact du programme est la différence entre les indicateurs de résultats des bénéficiaires et le scénario contrefactuel — autrement dit, ce qu'auraient été les résultats pour les participants en l'absence du programme⁴. Le contrefactuel est estimé à partir d'un groupe de contrôle. Un groupe de contrôle a les mêmes caractéristiques que le groupe de bénéficiaires du programme («groupe de traitement»), à la seule exception qu'il n'y participe pas⁵. Dès lors, les différences entre les résultats du groupe de traitement et ceux du groupe de contrôle offrent une estimation non biaisée de l'impact du programme. Cette évaluation se fonde sur une méthode d'assignation aléatoire (aussi dite expérimentale ou randomisée) qui, lorsqu'elle est bien appliquée, constitue la méthode d'évaluation d'impact la plus robuste qui soit.

La méthodologie expérimentale était adaptée au contexte opérationnel du programme pilote. En effet, pendant sa première année d'exécution, le programme n'avait pas la capacité requise pour offrir une formation et un accompagnement personnalisé à tous les candidats. Les candidatures ayant dépassé le nombre de places disponibles et étant toutes également éligibles, un tirage au sort a été utilisé pour sélectionner les participants. Ainsi, la moitié des candidats sélectionnés a été admise à participer au programme, et l'autre moitié affectée au groupe de contrôle. La méthode d'assignation aléatoire permet d'assurer que les caractéristiques des groupes de traitement et de contrôle sont similaires. Par conséquent, une estimation non biaisée du contrefactuel est obtenue en mesurant les résultats pour le groupe de contrôle, et une estimation non biaisée de l'impact du programme est obtenue en établissant la différence entre les résultats obtenus dans les groupes de traitement et de contrôle⁶.

Tous les étudiants de troisième année de licence appliquée ont été invités à s'inscrire au programme à la rentrée universitaire 2009-2010. Cette année-là, 18 682 étudiants étaient inscrits en licence appliquée dans les universités tunisiennes. Après la campagne d'information, 1 702 étudiants (soit 9,1% de tous les étudiants admissibles sur le territoire national) ont demandé à participer à la nouvelle voie entrepreneuriale. 1 310 d'entre eux ont déposé des candidatures individuelles et 392 des candidatures en binôme pour 1 506 projets enregistrés au total.

La demande pour le programme variait selon les régions et les sexes. Le tableau 1 montre que le taux de demandes d'inscription était particulièrement élevé dans les universités de Gafsa (29%), Monastir (16%), Sfax (14%) et Kairouan (9%). En revanche, la demande était relativement faible dans les universités de Tunis et, particulièrement, de Manouba (0,7%). Les deux dernières colonnes comparent les caractéristiques des candidats à celles de l'ensemble des étudiants inscrits en troisième année de licence appliquée en 2009. Comme le montre le tableau 1, plus des deux tiers des candidatures étaient féminines. Ce taux de participation féminine est certes élevé, mais le programme ne semblait pas particulièrement attirer les femmes puisque la proportion était la même pour l'ensemble de la population des étudiants en licence appliquée.

Les variations des taux de candidature peuvent s'expliquer, entre autres, par les variations régionales dans la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation. L'évaluation a été réalisée pendant la première année du programme (phase pilote), au moment du lancement de la campagne de

4 Le lecteur peut se référer à Gertler et al. (2010) pour une introduction aux techniques d'évaluation d'impact.

5 Les comparaisons entre les résultats des bénéficiaires du programme, avant et après la mise en œuvre de ce dernier, ne donneraient pas une estimation valide de l'impact causal du programme, puisque de nombreux autres facteurs peuvent contribuer à la variation des résultats au fil du temps. Les comparaisons entre les bénéficiaires du programme et un groupe d'individus ayant choisi de ne pas y participer ne donneraient pas non plus une estimation valide du contrefactuel, puisqu'elles souffriraient d'un biais de sélection ; en d'autres termes, la différence entre les deux groupes confondrait les changements induits par le programme avec des caractéristiques observées ou non qui expliquent pourquoi des individus décident de participer au programme en premier lieu.

6 Des calculs de puissance ont été réalisés pour déterminer la taille de l'échantillon requis pour l'évaluation. Ils ont montré qu'un échantillon de 700 projets dans le groupe de traitement et de 700 projets dans le groupe de contrôle était suffisant pour détecter une différence de 7,4 points pour le taux de chômage entre les deux groupes. Ces chiffres sont obtenus en tenant compte d'une puissance de 80 % et d'un seuil de signification de 5 %. Une différence de 7,4 points équivaut à un effet standardisé minimal de 15 %. Un échantillon de 400 projets dans chaque groupe suffit pour détecter 10 points de différence entre les taux de chômage dans les deux groupes (soit un effet standardisé de 22 %).

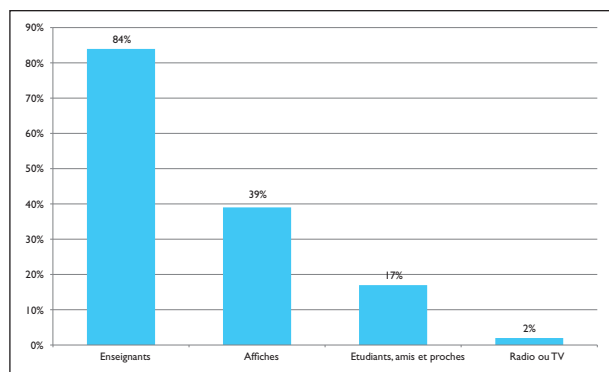
communication. Les données de l'enquête de référence suggèrent que les enseignants universitaires ont eux-mêmes largement contribué à informer les étudiants et les inviter à s'inscrire au programme. En effet, 84% des candidats avaient été informés par leurs professeurs, 39% par des affiches et 17% par d'autres étudiants, des amis et des parents (figure 6).

Tableau 1 : Étudiants de licence appliquée et voie entrepreneuriale

	Licence appliquée	Candidats à la voie entrepreneuriale	Taux de d'inscription demande	Distribution parmi les candidats	Distribution parmi la licence appliquée
Femme	12 539	1 129	9%	68%	67%
Homme	6 143	573	9%	32%	33%
Univ de Carthage	2 012	120	6%	7%	11%
Univ Tunis El-Manar	1 787	22	1%	1%	10%
Univ de Gabès	1 798	108	6%	6%	10%
Univ de Gafsa	1 060	304	29%	18%	6%
Univ de Jendouba	1 550	216	14%	13%	8%
Univ de Kairouan	1 237	109	9%	6%	7%
Univ de Manouba	1 659	11	1%	1%	9%
Univ de Monastir	1 935	316	16%	19%	10%
Univ de Sfax	2 005	284	14%	17%	11%
Univ de Sousse	2 351	141	6%	8%	13%
Univ de Tunis	1 010	61	6%	4%	5%
Université Ez-Zitouna	93	10	11%	1%	0%
Total	18 682	1 702	9%	100%	100%

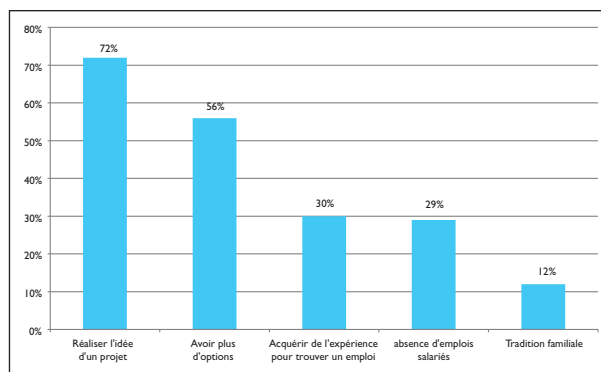
Source : Observatoire national de l'emploi et des qualifications.

Figure 6 : Comment avez-vous entendu parler de la voie entrepreneuriale ?



Source : Enquête de référence.

Figure 7 : Raisons pour s'inscrire à la voie entrepreneuriale



Source : Enquête de référence.

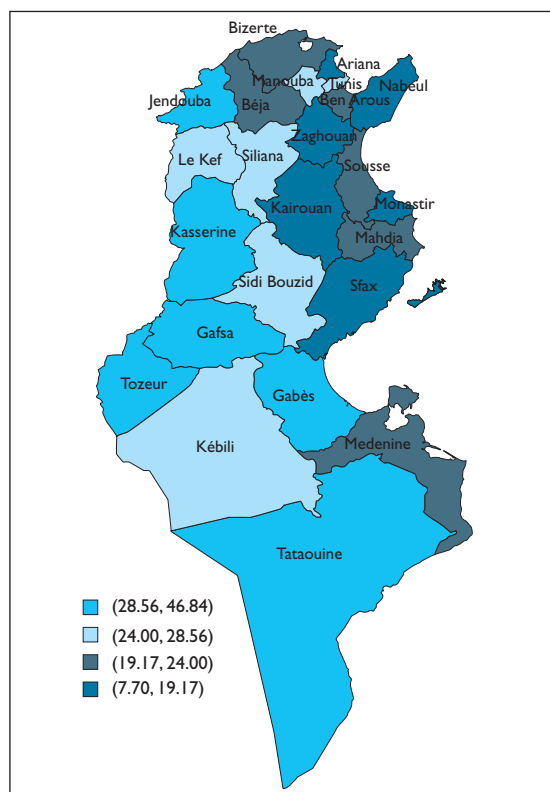
L'intervention semblait répondre à une forte demande des étudiants, et les candidats attendaient beaucoup de leur participation au programme. Les étudiants s'inscrivaient pour diverses raisons (figure 7) : surtout réaliser une de leurs idées de projet (72%) ; avoir plus d'options (56%) ; acquérir de l'expérience pour trouver un emploi (30%) ; absence d'emplois salariés (29%) ; et tradition familiale (12%). Les candidats attendaient beaucoup du programme : 88% espéraient que l'intervention faciliterait leur insertion dans le marché de l'emploi, 89% s'attendaient à des revenus plus élevés.

«Mes attentes étaient très grandes. J'allais réaliser mes rêves. J'étais totalement sûre de réussir. Je pensais que pour une fois dans ma vie, j'avais la chance de parler de moi, de mes objectifs et de ce que j'attendais de la vie.»

Une participante à la voie entrepreneuriale

Les variations régionales du chômage des jeunes ont aussi influé sur la perception qu'avaient les étudiants des opportunités économiques et, par conséquent, sur leur engouement pour le programme. La figure 7 montre une carte régionale du chômage parmi les 15-35 ans en 2010. Parmi les universités représentées dans l'échantillon de l'évaluation, le chômage était le plus élevé dans les gouvernorats de Gafsa (48%), Jendouba (35%) et Gabès (31%), suivis de Manouba et Tunis (25% chacun), Sousse (20%), Kairouan (18%), Sfax (13%) et Monastir (10%).

Figure 8 : Situation du chômage par gouvernorat, 2010



Source : Enquête nationale sur l'emploi en Tunisie, INS 2010.

Ces chiffres suggèrent une association entre les candidatures à la voie entrepreneuriale et le chômage dans les lieux de résidence des étudiants. Alors que Gafsa affichait le taux de chômage des jeunes le plus élevé (près de 50%), il avait aussi le pourcentage de candidatures le plus important (28% de tous les étudiants inscrits en licence appliquée et admis à participer au programme) de toutes les universités. De même, Jendouba, où le taux de chômage est le plus élevé (35%), a le troisième plus gros taux de participation (14%). En revanche, Monastir avait le taux de chômage le plus bas (10%), mais occupait le deuxième rang au classement des pourcentages de candidatures (16%).

«Il n'y a pas suffisamment d'emplois, le concours des plans d'affaires est le seul moyen d'en obtenir».

Une participante de Gabès

6. Enquêtes de référence et de suivi

Les données de référence de l'évaluation ont été recueillies entre décembre 2009 et février 2010. Tous les étudiants inscrits en troisième année de licence appliquée et souhaitant participer à la voie entrepreneuriale ont été invités à remplir une fiche de candidature en novembre et décembre 2009. Ces données de référence ont été complétées par une enquête téléphonique réalisée en janvier et février 2010 qui portait notamment sur des traits entrepreneuriaux individuels tels que la propension à prendre des risques ou la patience.

En octobre 2010, des données qualitatives ont été recueillies. Le travail qualitatif visait à comprendre la perception qu'avaient les étudiants, les coaches et les enseignants sur la mise en œuvre de l'intervention et à déterminer les principaux modules à inclure dans l'enquête quantitative de suivi. La révolution tunisienne est survenue en janvier 2011. La section 9 ci-dessous discute les résultats d'évaluation dans le contexte de la révolution.

Les données de suivi ont été recueillies à l'occasion d'une enquête menée sous forme d'entretiens en face à face entre avril et juin 2011, environ neuf à douze mois après la fin de l'année universitaire. Le questionnaire était destiné à tous les étudiants des groupes de traitement et de contrôle, et incluait des questions relatives à plusieurs indicateurs socio-économiques, un module détaillé sur l'expérience professionnelle, notamment une description des emplois occupés, les méthodes de recherche du travail, et des renseignements sur les activités des travailleurs indépendants. L'enquête a aussi permis de recueillir un certain nombre d'autres indicateurs, comme des informations sur les aspirations pour l'avenir, les traits entrepreneuriaux et les compétences comportementales liées à l'entrepreneuriat.

Malgré la forte mobilité des jeunes diplômés, les taux de non-réponse dans l'enquête de suivi de 2011 est resté faible grâce à des procédures de suivi méthodiques. 92,8% des 1 702 candidats ont été ré-interviewés après le programme, ce qui correspond à un taux d'attrition notablement bas compte tenu de la forte mobilité des diplômés. Il soutient avantageusement la comparaison avec les données collectées pour des populations similaires. Par exemple, le taux d'attrition était de 11% dans l'enquête d'insertion des diplômés de 2004 en Tunisie. Les principales causes de l'attrition dans l'échantillon de l'enquête de suivi étaient les suivantes : un refus catégorique de participer (62 étudiants sur 122), l'expatriation (22 sur 122) et des difficultés à localiser les étudiants intéressés (38 sur 122).

Le tableau A1 de l'annexe présente les caractéristiques moyennes des candidats à la voie entrepreneuriale : ils étaient célibataires et âgés d'environ 23 ans ; ils avaient obtenu une moyenne scolaire de 11,5/20 ; ils avaient déjà suivi un cours sur l'entrepreneuriat et disaient comprendre assez bien l'anglais. Ils venaient pour la plupart de la classe moyenne, avec un revenu moyen mensuel de 300 dinars par ménage en 2009 ; dans près de la moitié des cas, le père avait suivi au moins une éducation secondaire. En outre, 7 candidats sur 10 avaient déclaré avoir une expérience professionnelle, saisonnière pour la plupart (sur une durée moyenne de six mois environ). Pour près des deux tiers des candidats, cette expérience était liée au secteur visé par le premier plan d'affaires, mais seulement 25% avaient travaillé avec un parent ou ami proche dans une entreprise apparentée à leur projet. Enfin, pendant l'enquête de référence, les candidats ont affiché une forte volonté de prendre des risques (55% étant des «preneurs de risques»).

a. Équilibre des caractéristiques de référence

L'assignation aléatoire a été réalisée au niveau du projet, stratifiée par sexe et par filières (réparties en quatorze groupes de licences⁷). 757 projets ont été assignés au groupe de traitement (658 projets individuels et 99 projets en binôme) et 742 projets au groupe de contrôle (652 projets individuels et 97 projets en binôme).

Les données disponibles suggèrent que la sélection aléatoire a permis d'établir l'équilibre des caractéristiques de référence : les individus assignés aux groupes de traitement et de contrôle ont un grand nombre de caractéristiques similaires, comme le contexte socio-économique, l'expérience professionnelle et les compétences entrepreneuriales. Si la méthode de sélection aléatoire est efficace, les caractéristiques de référence des personnes du groupe de contrôle et des bénéficiaires ne devraient pas différer. Le tableau A1 de l'annexe présente les caractéristiques moyennes du groupe de contrôle et du groupe de traitement, ainsi que les différences observées entre les deux lors de l'enquête de référence. Comme prévu, il y a peu de différences systématiques entre participants et non-participants⁸. Les résultats présentés se concentrent sur l'échantillon effectif (sans attrition), mais l'hypothèse que les groupes de traitement et de contrôle présentent une grande majorité de caractéristiques identiques ne peut être rejetée non plus sur l'ensemble de l'échantillon de l'enquête de référence.

⁷ Les quatorze groupes de disciplines sont : économie et finances, comptabilité, administration des affaires, commerce, humanités, langues, sciences, techniques, télécommunications, génie civil, informatique, sport et tourisme, alimentation et autres.

⁸ À titre d'exemple, les participants semblaient en moyenne plus âgés et avoir plus d'années d'expérience que les non-participants.

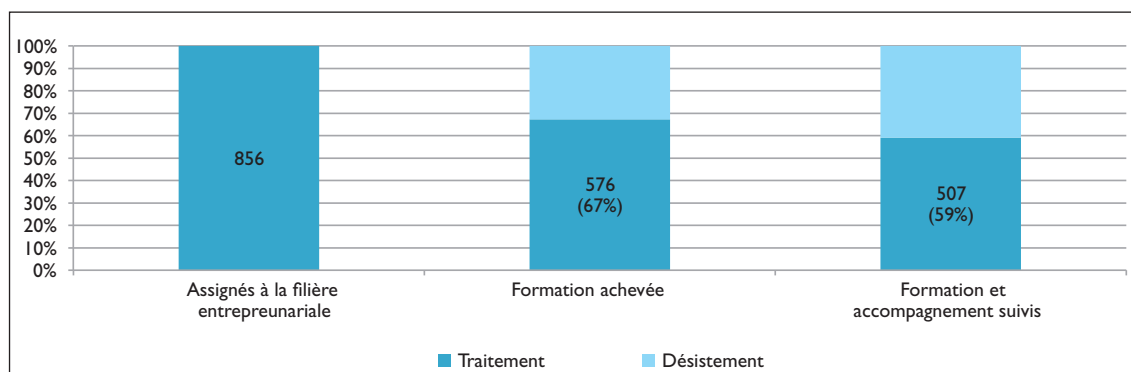
Les principales conclusions du présent rapport demeurent robustes si l'on contrôle les quelques différences observées entre les deux groupes lors de l'enquête de référence. Ces différences sont par ailleurs quantitativement négligeables. En résumé, la présente section a examiné la validité de la méthode d'évaluation. Même si l'étude enregistre un certain taux d'attrition, elle n'affecte pas la méthode d'évaluation. De ce fait, l'impact de la voie entrepreneuriale peut être estimé avec fiabilité à partir de la différence des résultats observés dans les groupes de traitement et de contrôle après l'intervention.

b. Désistement de la voie entrepreneuriale

Un autre facteur important pour l'interprétation des résultats de l'évaluation est la part des étudiants qui respectent leur assignation au groupe de traitement. La figure 8 présente le nombre total d'étudiants admis initialement à la voie entrepreneuriale et le nombre d'étudiants ayant achevé la formation CEFE et les séances d'accompagnement personnalisé entre février et juin 2010. Sur les 856 étudiants ayant fait acte de candidature et ayant été assignés aléatoirement à la voie entrepreneuriale, 67% ont achevé la formation CEFE dispensée par l'ANETI et 59% la formation et le module d'accompagnement personnalisé. Au total, 41% des participants se sont désistés avant la fin des volets théorique et pratique. Ces données sont tirées des dossiers administratifs de l'ANETI, qui sont les sources d'information les plus fiables.

Des informations qualitatives obtenues lors d'entretiens avec des diplômés, des coachs et des professeurs font ressortir un certain nombre de raisons qui expliquent le désistement des étudiants : principalement le manque d'informations ou des problèmes liés à la mise en œuvre. Le pilote a été mis en œuvre pour la première fois et dans certaines universités, les étudiants ont été informés tard ou n'ont pas reçu de renseignements détaillés sur les modalités de sélection. Par exemple, une étudiante de Gabes a affirmé que l'agence de l'emploi lui avait demandé de choisir entre la poursuite de son cursus habituel ou l'inscription dans la voie entrepreneuriale, alors qu'elle ne savait pas encore véritablement ce que représentait cette dernière. En fin de compte, elle a décidé de se désister. Les données qualitatives suggèrent aussi que la qualité de la formation et de l'accompagnement personnalisé —offerts tant par l'université que par le coach ou le facilitateur— variait considérablement. Compte tenu des attentes élevées enregistrées au début du programme, certains étudiants ont été déçus par la formation et se sont désistés. D'autres sont partis car les 20 jours de formation obligatoire coïncidaient avec le calendrier de leurs examens.

Figure 9 : Participation à la voie entrepreneuriale pendant le semestre



Source : Enquête de suivi.

Les étudiants avaient plus de chances de poursuivre le programme de la voie entrepreneuriale dans les régions offrant peu d'opportunités d'emploi. Le tableau 2 présente l'estimation sur la base d'un modèle Logit parmi les étudiants participants, en tenant compte de plusieurs caractéristiques de référence telles que le genre, la filière d'étude (en économie, finance et commerce), le fait que la

candidature était en binôme ou non, l'existence ou non d'une idée de projet avant le démarrage du programme, et le revenu du ménage⁹. Les colonnes (1) et (3) montrent que l'adhérence au traitement (c'est-à-dire l'achèvement de la formation professionnelle et de l'accompagnement personnalisé) est plus grande dans les régions où le taux de chômage est plus élevé. En ajoutant des variables pour les universités, les résultats montrent que l'adhérence au traitement était plus basse à Sfax, mais plus haute à Sousse, Monastir, Kairouan, Gafsa et Jendouba, en comparaison à Tunis.

Les étudiants en informatique, génie civil, sciences humaines avaient plus de chances de terminer la voie entrepreneuriale que les étudiants en économie, en finances et en commerce, même si l'enquête d'insertion montrait que les licenciés en économie, en administration des affaires et en droit passaient généralement par de longues périodes de chômage après leurs études (MFPE et Banque mondiale, 2009). Les étudiants en économie et administration des affaires maîtrisaient potentiellement mieux le contenu de la formation, tandis que les étudiants ayant étudié d'autres disciplines lui attribuaient peut-être une valeur ajoutée plus importante.

Enfin, les réseaux de soutien aux étudiants semblaient importants pour aller jusqu'au terme du programme. Les étudiants ayant présenté une candidature en binôme ayant une idée de projet au moment de l'inscription, et qui pouvaient compter sur un soutien financier de leur famille, présentaient moins de risques de désistement. Les effets marginaux indiqués dans la première colonne du tableau 2 suggèrent que les étudiants ayant présenté une candidature en binôme avaient 12% plus de chances d'achever la formation que ceux qui s'étaient inscrits individuellement. D'autres caractéristiques sont associées à un risque de désistement beaucoup plus faible, notamment le fait d'avoir une idée de projet avant le démarrage du programme (9% de chances en plus d'achever la formation) et une famille capable de soutenir financièrement l'étudiant (13%).

Cette section a montré que certains étudiants, plus particulièrement de genre masculin, n'avaient pas adhéré à leur assignation à la voie entrepreneuriale et se sont désistés avant la fin de la formation ou de l'accompagnement personnalisé. D'autre part, la formation CEFE de 20 jours est dispensée régulièrement par les agences de l'emploi. Ainsi certains étudiants du groupe de contrôle auraient pu en profiter après leur licence. Des données administratives associées aux données de l'enquête montrent qu'un nombre très faible d'étudiants de groupe de contrôle ont suivi la formation CEFE après la fin de leurs études (29 étudiants soit 3,4% du groupe). La section suivante résume comment l'analyse prend en compte l'adhérence partielle des étudiants à l'assignation aux groupes de traitement et de contrôle.

⁹ D'autres variables telles que l'expérience professionnelle de l'étudiant, sa connaissance du secteur visé par l'idée de projet, le fait qu'il connaisse un entrepreneur, qu'il ait aidé un entrepreneur ou qu'il ait suivi un cours sur l'entrepreneuriat, les résultats au secondaire et la taille du ménage, n'étaient pas statistiquement significatifs.

**Tableau 2 : Complétion de la voie entrepreneuriale pour les étudiants
qui y étaient assignés (effets marginaux)**

	Formation terminée		Formation et accompagnement terminés	
	(1)	(2)	(3)	(4)
Chômage dans le gouvernorat de résidence	0,01*	0,00	0,01*	-0,00
	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)
Diplômes : Économie, finance, comptabilité, management, marketing	-0,16*	-0,20*	-0,18*	-0,18*
	(0,04)	(0,05)	(0,04)	(0,05)
Homme	-0,09**	-0,08**	-0,11*	-0,10**
	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,04)
Inscrit en binôme	0,12*	0,12*	0,06	0,06
	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,04)
Idée du projet au moment de l'inscription	0,09***	0,12**	0,05	0,09***
	(0,05)	(0,05)	(0,05)	(0,05)
Disponibilité d'un soutien financier familial	0,13*	0,06	0,17*	0,01
	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,05)
Prêt à prendre le risque	0,01	0,03	0,01	0,03
	(0,07)	(0,07)	(0,07)	(0,08)
Préférence pour un salaire stable	-0,01	-0,00	-0,01	0,02
	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,05)
Revenu du ménage 301-500 TND (référence= <300 TND)	0,06	0,07	0,03	0,04
	(0,04)	(0,04)	(0,05)	(0,05)
Revenu du ménage 501-800 TND	0,07	0,09***	0,05	0,06
	(0,05)	(0,05)	(0,05)	(0,06)
Revenu du ménage 800 TND	-0,02	0,02	-0,06	-0,02
	(0,05)	(0,05)	(0,05)	(0,05)
Université de Sousse		0,02		0,20*
		(0,07)		(0,06)
Université de Monastir		-0,01		0,20*
		(0,06)		(0,05)
Université de Kairouan		0,11***		0,25*
		(0,06)		(0,05)
Université de Sfax		-0,22*		-0,19*
		(0,07)		(0,07)
Université de Gafsa		0,12***		0,29*
		(0,07)		(0,06)
Université de Gabès		-0,09		-0,07
		(0,09)		(0,09)
Université de Jendouba		0,15**		0,15**
		(0,06)		(0,07)
Nombre d'observations		856		856
		856		856
R2	0,063	0,093	0,061	0,118

* Significatif à 10%. ** Significatif à 5%. *** Significatif à 1%.

7. Résultats : les indicateurs d'emploi

L'objectif principal de la voie entrepreneuriale était d'augmenter le taux de travail indépendant parmi les diplômés. La présente section montre l'impact du programme sur les principaux indicateurs d'emploi. L'estimation de l'impact du programme se fonde sur l'assignation aléatoire des étudiants aux groupes de traitement et de contrôle. L'analyse empirique présente d'abord les estimations des résultats en «intention de traiter» (IDT¹⁰), obtenues en comparant les résultats moyens des groupes de traitement et de contrôle lors de l'enquête de suivi. Les estimations de l'IDT sont des estimations qui présentent un grand intérêt pour la formulation des politiques publiques. En effet, elles peuvent être interprétées comme l'impact de la possibilité offerte à des étudiants de participer à la voie entrepreneuriale. L'IDT est indépendant de la participation effective au programme, qui ne dépend pas des administrateurs. Outre l'IDT, les estimations des résultats en «traitement des traités» (TT¹¹) sont présentées ci-dessous pour les principaux indicateurs de résultats. Ces estimations permettent d'obtenir l'impact de la voie entrepreneuriale sur le sous-groupe d'étudiants ayant respecté leur assignation au groupe de traitement qui ont suivi suivant la formation et les séances d'accompagnement jusqu'à leur terme. L'annexe B ci-dessous et la version anglaise de ce rapport (Premand et al., 2012) présentent plus en détail la stratégie d'estimation empirique, y compris les méthodes économétriques et l'interprétation des estimations.

Le tableau 3 présente les résultats pour les principaux indicateurs de l'étude, notamment le travail indépendant (partie A), la situation d'emploi (partie B) et les caractéristiques de l'emploi (partie C) (par exemple, le fait d'avoir un contrat et d'être couvert par la sécurité sociale, le revenu ou le nombre d'heures travaillées). Dans le tableau 3, la première colonne indique le nombre d'observations ; les deuxième et troisième colonnes présentent les moyennes pour les indicateurs de résultats respectivement pour les groupes de contrôle et de traitement. Les quatre dernières colonnes présentent les résultats des estimations en intention de traiter (IDT) (une colonne (1) pour l'estimation et une colonne pour l'écart-type) et les résultats des estimations en traitement des traités (TT) (colonne (2) estimation et colonne écart-type).

Les indicateurs d'emploi comprennent la situation professionnelle actuelle, les indicateurs de travail indépendant et plusieurs variables visant à mesurer les caractéristiques de l'emploi, notamment le nombre d'heures de travail, les revenus et l'affiliation à la sécurité sociale. Les variables qui mesurent les caractéristiques de l'emploi (notamment les revenus) comprennent des zéros pour les individus qui ne travaillent pas. Par exemple, l'analyse considère si l'individu est couvert par la sécurité sociale et s'il dispose d'un contrat formel. Ces variables sont des variables binaires, c'est-à-dire qu'elles prennent la valeur un si l'individu bénéficie d'une couverture sociale dans son travail ou s'il a un contrat formel, et zéro s'il ne travaille pas du tout ou travaille sans couverture sociale ou sans contrat formel. Cette distinction permet de mesurer l'effet du programme sur l'accès aux emplois de qualité du secteur formel.

¹⁰ Intent-to-Treat estimates en Anglais.

¹¹ Treatment on the Treated Estimates en Anglais.

Tableau 3 : Impact du programme sur les indicateurs d'emploi

		Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
A. Travail indépendant							
Travailleur indépendant au cours de 12 derniers mois	I 580	0,05	0,09	0,04***	0,01	0,07***	0,02
A exercé une activité indépendante permanente ou saisonnière pendant les 7 derniers jours	I 580	0,04	0,08	0,03**	0,01	0,05**	0,02
A exercé une activité indépendante permanente (hors activité saisonnière) pendant les 7 derniers jours	I 580	0,03	0,04	0,01*	0,01	0,02*	0,01
B. Situation d'emploi							
Emploi pendant les 7 derniers jours	I 580	0,28	0,29	-0,00	0,02	-0,00	0,04
Travail salarié pendant les 7 derniers jours	I 580	0,21	0,18	-0,03	0,02	-0,05	0,03
Chômeur pendant les 7 derniers jours	I 580	0,48	0,49	0,01	0,03	0,01	0,05
Étudiant pendant les 7 derniers jours	I 580	0,19	0,18	-0,00	0,02	-0,01	0,03
Inactif pendant les 7 derniers jours	I 580	0,03	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01
C. Caractéristiques de l'emploi							
A un contrat	I 580	0,12	0,10	-0,02	0,02	-0,03	0,03
Couvert par la sécurité sociale	I 580	0,05	0,06	0,01	0,01	0,01	0,02
Employé dans une grande entreprise	I 485	0,07	0,07	0,00	0,01	0,00	0,02
Nombre d'heures travaillées la semaine dernière	I 570	8,55	9,35	0,66	0,98	1,12	1,64
Montant du salaire mensuel net (mensuel)	I 502	74,79	88,97	17,51	33,86	29,80	56,38
Montant du salaire mensuel net (log, mensuel)	I 502	1,22	1,14	-0,06	0,13	-0,11	0,20
Salaire de réserve pour le secteur privé (mensuel)	I 579	473,50	491,20	17,13*	8,73	28,85**	14,68
Salaire de réserve pour le secteur privé (log, mensuel)	I 579	6,10	6,13	0,03*	0,02	0,06**	0,03
Salaire de réserve pour le secteur public (mensuel)	I 577	487,86	491,45	4,15	7,30	6,99	12,00
Salaire de réserve pour le secteur public (log, mensuel)	I 577	6,14	6,15	0,01	0,02	0,02	0,03
D. Augmentation en % du taux de travail indépendant (relativement au groupe de contrôle)							
A exercé une activité indépendante permanente ou saisonnière au cours de 12 derniers mois				81%		136%	
A exercé une activité indépendante permanente ou saisonnière pendant les 7 derniers jours				68%		114%	
A exercé une activité indépendante permanente pendant les 7 derniers jours				48%		81%	

Notes : Nombre d'observations, moyenne du groupe de contrôle, moyenne du groupe de traitement, estimations de l'IDT (colonne (1)), écarts types pour les estimations de l'IDT (ET), estimations du TT de la participation effective à la formation entrepreneuriale et aux séances de coaching (colonne (2)), écarts types pour les estimations du TT (ET). Les variables de contrôle comprennent des effets fixes par strate (par genre et 14 filières) et des caractéristiques de l'enquête de référence. Les écarts types sont regroupés par strates.

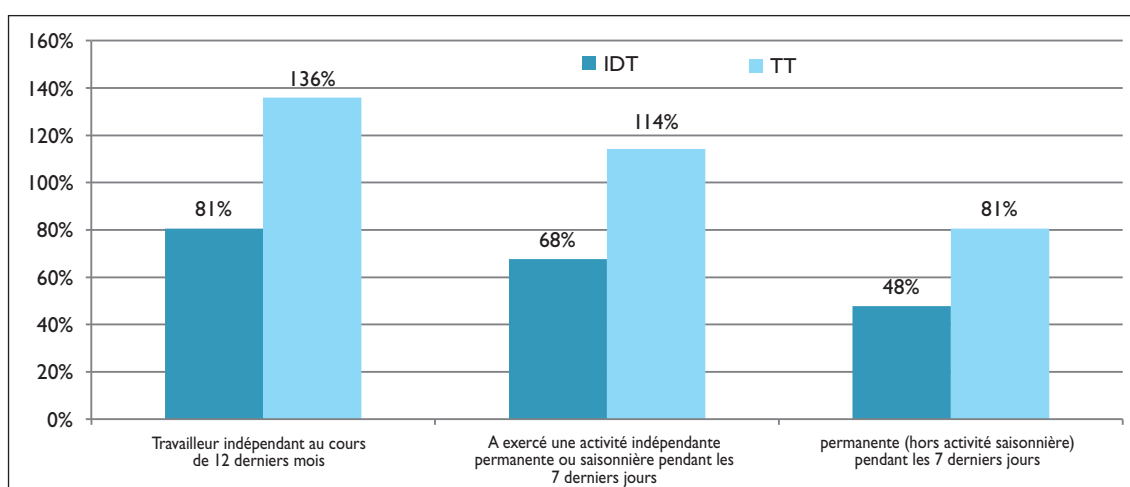
* Significatif à 10%. ** Significatif à 5%. *** Significatif à 1%.

a. Impact sur le travail indépendant

Les estimations dans le tableau 3 (partie A) montrent que le programme a réussi à augmenter le taux de travail indépendant chez les participants dans un délai d'environ un an après l'obtention de leur licence appliquée. L'impact positif de la voie entrepreneuriale sur le travail indépendant des diplômés est significatif quelle que soit la définition de l'indicateur que l'on adopte, y compris le travail indépendant permanent ou saisonnier durant les 12 mois précédant l'enquête, le travail indépendant permanent ou saisonnier durant les sept jours précédents ou le travail indépendant permanent durant les sept jours précédents. L'estimation moyenne de l'IDT correspond à une augmentation de un à trois points de pourcentage des diplômés exerçant une activité indépendante durant les sept jours précédents. Pour les étudiants ayant suivi le programme jusqu'à son terme (achèvement de la formation et de l'accompagnement), les estimations du TT présentent une augmentation de deux à cinq points de pourcentage de la probabilité d'exercer une activité indépendante durant les sept jours précédents.

Les effets du programme sont relativement faibles en termes absolus, mais plutôt élevés relativement au taux de travail indépendant des diplômés dans le groupe de contrôle. L'augmentation absolue est de 1 à 3 points de pourcentage pour la probabilité d'exercer une activité indépendante dans les 7 derniers jours (colonnes (1) du tableau 3). Cet effet absolu est relativement faible, mais est à comparer avec le taux moyen de travail indépendant dans le groupe de contrôle, qui est de 3%. Dans ce sens, l'augmentation de la proportion d'étudiants travailleurs indépendants est d'une magnitude de 48%¹² à 81%¹³ selon l'estimation utilisée. La figure 10 présente la magnitude des augmentations du taux de travail indépendant selon les différentes estimations.

Figure 10 : Augmentation relative en pourcentage du taux de travail indépendant entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle



NB : Magnitude des effets estimés dans le tableau 3, partie D
(Augmentation par rapport au taux de travail indépendant dans le groupe de contrôle)

b. Impact sur l'emploi

Le tableau 3 (partie B) montre que les jeunes diplômés de l'université sont particulièrement vulnérables au manque d'emplois salariés. Le taux global d'emploi dans le groupe de contrôle ne dépasse pas 28% un an après la sortie de l'université, tandis que 48% restent chômeurs¹⁴.

¹² Sur la base de l'IDT et du travail indépendant au cours des sept derniers jours en dehors des activités saisonnières.

¹³ Sur la base de l'IDT du travail indépendant au cours des 12 derniers mois en dehors des activités saisonnières

¹⁴ Ces résultats sont comparables aux données issues de l'enquête d'insertion des diplômés de 2004 selon lesquelles 46% de ces derniers n'avaient toujours pas trouvé un emploi 18 mois après l'obtention de leur diplôme (MFPE et Banque mondiale, 2009).

S'il est vrai que le programme a une incidence sur le travail indépendant, les résultats suggèrent qu'il n'a pas eu d'influence significative sur le taux d'emploi parmi les bénéficiaires. Même si l'effet n'est pas significatif, les résultats indiquent une réduction de la probabilité que les bénéficiaires du programme trouvent un emploi salarié. Ces résultats suggèrent que le programme a modifié la composition de l'emploi, puisqu'il est plus probable que les bénéficiaires se retrouvent dans la catégorie des travailleurs indépendants que dans celle des employés salariés. Ces résultats sont semblables à ceux de Fairlie et al. (2012), qui trouvent qu'un programme de formation entrepreneuriale aux États-Unis a créé un effet de substitution de l'emploi salarié vers l'emploi indépendant. Toutefois, cette interprétation ne prend pas en compte des effets d'équilibre général. En effet, ce déplacement de l'emploi salarié vers le travail indépendant peut potentiellement libérer des emplois pour les non-participants, entraînant par conséquent un taux d'emploi potentiellement plus élevé dans l'économie dans son ensemble. L'évaluation d'impact ne permet pas d'identifier de tels effets d'équilibre général.

Il demeure que les résultats de l'évaluation montrent que la voie entrepreneuriale n'augmente pas les chances des diplômés de trouver un emploi salarié. Le programme ne semble pas avoir eu un quelconque impact sur la probabilité de chômage des bénéficiaires. Par conséquent, les résultats ne vérifient pas l'une des hypothèses de départ selon laquelle la voie entrepreneuriale fournirait aux étudiants des compétences qui correspondraient mieux aux besoins du marché du travail et améliorerait ainsi leur chance de trouver un emploi. Il reste pourtant vrai que ce programme a augmenté la probabilité pour les diplômés de créer leur propre projet dans un environnement caractérisé par une offre limitée d'emplois. Les résultats suggèrent donc qu'un arbitrage est nécessaire entre les politiques qui promeuvent l'emploi salarié et celles qui promeuvent le travail indépendant.

«Le programme n'influe pas sur vos chances de trouver un emploi salarié».

Une participante de Carthage

c. Caractéristiques de l'emploi

Le tableau 3 (partie C) présente également l'impact de la voie entrepreneuriale sur des variables mesurant les caractéristiques de l'emploi : avoir un contrat, être couvert par la sécurité sociale, travailler dans une grande entreprise, le nombre d'heures de travail et le revenu. Les résultats montrent que le programme n'a pas augmenté les chances des participants de trouver un emploi de qualité. En fait, il n'y a pas d'impact significatif du programme sur l'emploi dans le secteur formel ou dans une grande entreprise, ni sur les heures de travail ou le revenu. Ces résultats font écho à l'impact nul observé ci-dessus sur le taux d'emploi¹⁵.

Les résultats indiquent que le programme a augmenté le salaire de réserve des étudiants (c'est-à-dire le salaire en dessous duquel un individu n'accepte pas un emploi) pour un emploi dans le secteur privé, mais qu'il n'a pas affecté le salaire de réserve pour les emplois du secteur public. Ceci est intéressant parce qu'il est établi que les revenus et la sécurité qu'offrent les emplois publics sont hautement appréciés par les jeunes. Ces conclusions corroborent l'idée selon laquelle les activités indépendantes sont un substitut pour les emplois du secteur privé mais pas pour ceux du secteur public. Ces résultats suggèrent aussi que la participation au programme augmente la valorisation des activités de création d'entreprises par les diplômés, particulièrement par rapport à l'emploi salarié dans le privé.

«Je préfère exercer une activité indépendante de maintenance informatique plutôt qu'un emploi salarié. J'ai reçu une offre d'emploi, mais j'ai préféré travailler comme indépendant auprès de la société concernée. Je touche une commission fixe sur les ventes dont je suis responsable»

Une participante de Carthage

¹⁵ Toutefois, à la condition d'avoir un emploi salarié, c'est-à-dire en ne prenant en compte que les individus ayant un emploi, les résultats indiquent que les bénéficiaires du programme obtiennent des emplois de qualité légèrement supérieure, dans la mesure où ils étaient plus susceptibles d'avoir des contrats à temps plein et moins susceptibles d'avoir un salaire subventionné (stages d'initiation à la vie professionnelle, ou SIVP) mais plus susceptibles d'avoir des contrats à durée déterminée (CDD).

8. Les principaux vecteurs d'impact

La section précédente démontre que le programme a accru le taux de travail indépendant parmi les participants, sans toutefois accroître le taux d'emploi. La présente section cherche à identifier les divers mécanismes qui peuvent expliquer les changements des indicateurs d'emploi en décrivant les impacts du programme sur les résultats intermédiaires suivants : i) les connaissances techniques et commerciales ; ii) le networking ; iii) les compétences comportementales, les traits entrepreneuriaux et les aspirations ; ainsi que iv) l'accès au crédit. Les tableaux 4 à 7 présentent les résultats relatifs à chaque vecteur.

a. Connaissances techniques et commerciales

Le tableau 4 montre que l'intervention a fortement influé sur les connaissances commerciales des diplômés. Un des objectifs fondamentaux de la voie entrepreneuriale est de donner aux étudiants les connaissances commerciales nécessaires pour réussir en tant qu'entrepreneurs. Le tableau 4 contient des estimations de l'impact du programme sur les connaissances techniques et commerciales que les diplômés rapportent. Les résultats montrent que les bénéficiaires ont estimé avoir acquis une plus grande expérience pratique pour la réalisation des projets. L'estimation de l'IDT moyen correspond à une augmentation de 10 points de pourcentage pour l'expérience pratique, soit une augmentation de 27% par rapport au groupe de contrôle.

«Je n'ai pas gagné de prix, mais j'ai acquis une formation».

Une participante de Monastir

Tableau 4 : Impact du programme sur les résultats intermédiaires — connaissances techniques et commerciales

	N	Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe de traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
Expérience pratique dans la réalisation des projets	I 577	0,37	0,48	0,10***	0,02	0,17***	0,04
Sait comment réaliser un plan d'affaires	I 579	0,45	0,77	0,31***	0,03	0,53***	0,05
Sait qu'un plan d'affaires contient étude commerciale	I 580	0,23	0,41	0,18***	0,03	0,30***	0,05
Sait qu'un plan d'affaires contient étude de la demande	I 579	0,30	0,55	0,24***	0,03	0,40***	0,04
Sait qu'un plan d'affaires contient étude d'offre	I 579	0,33	0,62	0,28***	0,03	0,47***	0,05
Sait qu'un plan d'affaires contient plan marketing	I 580	0,26	0,55	0,28***	0,04	0,48***	0,05
Sait qu'un plan d'affaires contient étude part de marché	I 579	0,20	0,40	0,20***	0,03	0,34***	0,04
Sait qu'un plan d'affaires contient étude technique	I 580	0,24	0,57	0,32***	0,03	0,55***	0,04
Sait qu'un plan d'affaires contient étude financière	I 580	0,35	0,64	0,28***	0,03	0,48***	0,05
Sait qu'un plan d'affaires contient étude de rentabilité	I 579	0,27	0,47	0,19***	0,04	0,32***	0,06

Voir la note du tableau 3.

Par ailleurs, les diplômés du programme connaissent sensiblement mieux les matières enseignées dans la voie entrepreneuriale, notamment en ce qui concerne la façon de définir les éléments d'un plan d'affaires et d'en dresser la liste (y compris l'évaluation de l'offre et le plan de commercialisation). Ainsi, 77% des diplômés du programme ont indiqué qu'ils savaient élaborer un plan d'affaires, contre 45% des membres du groupe de contrôle. Ces résultats sont étroitement liés aux composantes fondamentales de la formation CEFE offerte par l'agence nationale de l'emploi et n'ont donc rien de surprenant. Toutefois,

ils indiquent aussi que les bénéficiaires n'ont pas tous acquis pleinement les connaissances techniques enseignées, ce qui est conforme au phénomène de désistement documenté précédemment.

b. Networking

Les résultats font clairement ressortir que la formation entrepreneuriale a contribué à renforcer les réseaux des participants dans le domaine commercial comme en matière d'emploi. Le tableau 5 décrit l'impact du programme sur plusieurs variables concernant le networking, c'est-à-dire l'utilisation des réseaux professionnels, y compris l'enregistrement aux bureaux d'emploi (rappelons que ce sont ces agences qui ont dispensé la formation commerciale), la connaissance d'un entrepreneur, d'un agent des services d'emploi ou d'un banquier. Les résultats montrent une augmentation de la fréquence des contacts avec ces personnes. En particulier, il apparaît que le programme a accru les chances des bénéficiaires de connaître un banquier et d'avoir de fréquents contacts avec lui. D'un autre côté, il est intéressant de noter que les participants au programme étaient moins susceptibles de solliciter l'avis d'un professeur pour développer une nouvelle idée de projet.

Tableau 5 : Impact du programme sur les résultats intermédiaires —réseaux

	N	Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe de traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
Enregistré au bureau d'emploi	1 702	0,78	0,82	0,04	0,02	0,07*	0,04
Connaît un représentant de l'ANETI	1 580	0,14	0,28	0,13***	0,02	0,22***	0,03
Nombre de jours où a parlé à un agent de l'ANETI le mois dernier	329	2,26	1,83	-0,31	0,39	-0,42	0,47
Connaît un entrepreneur	1 580	0,44	0,49	0,05*	0,02	0,08*	0,04
Nombre de jours où a parlé à un entrepreneur le mois dernier	726	5,05	5,11	-0,01	0,65	-0,01	0,98
Connaît un banquier	1 580	0,25	0,31	0,06***	0,02	0,09***	0,03
Nombre de jours où a parlé à un banquier le mois dernier	440	2,44	3,67	1,16**	0,53	2,00**	0,88
Demanderait conseil à un professeur pour développer une idée	1 580	0,08	0,05	-0,03*	0,01	-0,04**	0,02
Demanderait conseil à un représentant de l'ANETI pour développer une idée de projet	1 580	0,32	0,31	-0,00	0,02	-0,01	0,03
Demanderait conseil à un promoteur pour développer une idée de projet	1 580	0,48	0,51	0,03	0,02	0,05	0,04

Voir la note du tableau 3.

c. Compétences comportementales, traits de personnalité de l'entrepreneur, et aspirations

La formation entrepreneuriale comprenait un module consacré au développement des compétences comportementales et des traits de caractère entrepreneuriaux. En effet, durant les travaux sur les objectifs qualitatifs, certains facilitateurs du programme de formation ont souligné qu'un de leurs principaux objectifs était de modifier la personnalité des étudiants pour en «faire des entrepreneurs».

«J'ai maintenant une culture de l'entreprise. Durant la formation, j'ai vécu dans la peau d'un entrepreneur (...). Nous avons travaillé sur notre personnalité. J'ai appris à croire en moi-même, à me valoriser. J'ai surmonté ma timidité : c'était comme une thérapie».

Une participante de Tunis

Le tableau 6 (partie A) décrit les effets du programme sur des paramètres de préférence tels que l'aversion au risque ou la patience. Les paramètres de préférence des diplômés, y compris la patience ou la volonté de prendre des risques, paraissent stables et n'ont pas été influencés par le programme.

Par contre, le tableau 6 (partie B) montre que l'intervention a eu des effets notables sur plusieurs compétences comportementales. Les compétences comportementales, parfois connues comme des «compétences douces», ont été mesurées à l'aide de l'échelle «Big Five» des cinq traits centraux de la personnalité (Gosling, 2003 ; Almlund et al., 2011) : extraversion, agréabilité, caractère consciencieux, stabilité émotionnelle et ouverture à l'expérience¹⁶.

Les résultats les plus notables révèlent une diminution de l'agréabilité et une augmentation de l'extraversion chez les participants au programme. L'augmentation de l'extraversion des étudiants est en concordance avec le fait que la formation entrepreneuriale visait à rendre les étudiants plus sûrs d'eux et à les transformer en entrepreneurs. Le résultat lié à l'agréabilité est lui conforme aux résultats de Cobb-Clark et Tan (2010) qui ont montré qu'une diminution de l'agréabilité augmente la probabilité d'être un manager et d'avoir une activité indépendante. Dans la mesure où être moins agréable peut réellement faire un meilleur entrepreneur, ces résultats suggèrent que les compétences comportementales qui importent pour le travail indépendant peuvent différer des compétences comportementales essentielles pour obtenir un emploi salarié. Ce changement des compétences comportementales peut donc contribuer à expliquer la substitution de l'emploi salarié vers l'emploi indépendant documenté ci-dessus.

Le tableau 6 montre également que la participation au programme rend les diplômés moins consciencieux et moins stables émotionnellement. Ces résultats sont plus difficiles à interpréter. En effet, des études ont montré l'existence d'un effet positif du caractère consciencieux sur une série d'indicateurs (Almlund et al., 2011). Toutefois, le caractère consciencieux est parfois lié à des facettes conformistes : faire avancer les choses peut parfois s'avérer plus avantageux que d'être méticuleux, en particulier s'agissant de la conduite de projets. D'autre part, il est possible que la voie traditionnelle qui requière la rédaction d'une thèse appuyée sur une recherche scientifique soit plus propice au développement du caractère consciencieux que la voie entrepreneuriale.

Les résultats révèlent aussi quelques différences dans les traits de personnalité entrepreneuriaux au-delà du «Big Five». Divers traits de personnalité entrepreneuriaux ont été mesurés de la même façon que dans Mel et al. (2010) : impulsivité, passion pour le travail, ténacité, polychronicité, locus de contrôle, réussite, désir de pouvoir, centralité du travail, organisation personnelle et optimisme. La plupart de ces traits entrepreneuriaux, y compris le désir de pouvoir et la ténacité demeurent inchangés. Par contre, l'intervention a augmenté la centralité du travail tout en diminuant aussi l'impulsivité des participants.

Finalement, l'un des résultats les plus solides du tableau 6 (partie C) concerne l'optimisme : les bénéficiaires ont indiqué qu'ils étaient beaucoup plus optimistes au sujet de l'avenir. Ce résultat est en concordance avec le fait que les bénéficiaires font état d'une augmentation de leurs aspirations pour l'avenir. Par exemple, les bénéficiaires ont indiqué qu'ils pensaient davantage à comment aller de l'avant et avaient l'impression de progresser dans la vie. Globalement, ces résultats laissent à penser que les participants au programme étaient plus confiants quant aux opportunités qui pourraient s'offrir à eux à l'avenir.

«J'ai maintenant davantage confiance en moi. Je réalise que tout projet sera difficile et ne fonctionnera pas immédiatement, mais je suis prêt».

Une participante de Tunis

¹⁶ Ces mesures sont standardisées pour avoir une moyenne de 0 et une erreur standard de 1 dans le groupe de contrôle.

Tableau 6 : Impact du programme sur les résultats intermédiaires —Compétences comportementales, traits de personnalité entrepreneuriaux et aspirations

	N	Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe de traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
A. Paramètres de préférence							
Degré de prise de risque (0-10)	I 575	6,06	6,10	-0,02	0,14	-0,03	0,24
Patience	I 577	0,27	0,29	0,02	0,02	0,03	0,04
Montant certain préféré à un jeu qui donne 50% de chance de gagner 2000 dinars et 50% de chance de gagner 0 dinar	I 556	674,44	694,33	16,21	19,53	27,43	31,83
Individu aime la prise de risque	I 556	0,18	0,18	-0,01	0,02	-0,01	0,03
B. Compétences comportementales et traits entrepreneuriaux							
Big 5 : Extraversion (normalisé)	I 580	-0,00	0,11	0,10**	0,05	0,18**	0,07
Big 5 : Agréabilité (normalisé)	I 578	-0,00	-0,23	-0,24***	0,05	-0,40***	0,08
Big 5 : Caractère consciencieux (normalisé)	I 577	-0,00	-0,14	-0,14**	0,05	-0,24***	0,08
Big 5 : Stabilité émotionnelle (normalisé)	I 579	0,00	-0,11	-0,11**	0,04	-0,18***	0,07
Big 5 : Ouverture à l'expérience (normalisé)	I 577	0,00	-0,02	-0,03	0,04	-0,05	0,06
Impulsivité (normalisé)	I 573	0,00	-0,12	-0,12**	0,05	-0,21**	0,09
Passion pour le travail (normalisé)	I 579	0,00	0,03	0,03	0,05	0,06	0,09
Ténacité (normalisé)	I 576	-0,00	0,03	0,04	0,05	0,07	0,08
Polychronicité (normalisé)	I 577	-0,00	-0,05	-0,05	0,05	-0,08	0,08
Locus de contrôle (normalisé)	I 579	-0,00	0,02	0,02	0,06	0,03	0,10
Réussite (normalisé)	I 576	-0,00	0,02	0,04	0,06	0,06	0,10
Désir de pouvoir (normalisé)	I 574	0,00	-0,05	-0,04	0,05	-0,07	0,09
Centralité du travail (normalisé)	I 578	-0,00	0,09	0,10*	0,05	0,16*	0,09
Organisation personnelle (normalisé)	I 580	-0,00	0,08	0,08	0,07	0,14	0,11
C. Aspirations pour le futur							
Aspirations	I 578	-0,00	0,12	0,13***	0,04	0,21***	0,07
Jours durant lesquels le sujet s'est senti avancer dans la vie	I 578	3,79	4,09	0,28**	0,11	0,47***	0,17
Jours durant lesquels le sujet a pensé à comment avancer dans la vie	I 578	5,62	5,87	0,23**	0,11	0,39**	0,19
Le sujet a plus de confiance dans l'avenir que l'année dernière	I 574	0,52	0,57	0,04*	0,02	0,08*	0,04

Voir la note du tableau 3. Les compétences comportementales et traits de personnalité entrepreneuriaux sont standardisées par les valeurs du groupe de contrôle. Dès lors, les coefficients peuvent être interprétés en termes de changements d'un écart-type par rapport au niveau de ces variables dans le groupe de contrôle.

d. Accès au crédit

L'accès au crédit est l'un des obstacles à l'entrepreneuriat le plus fréquemment cité en Tunisie. Les entreprises tunisiennes mentionnent régulièrement l'accès au crédit comme l'un des principaux obstacles à leurs activités et à leur croissance. La Tunisie occupe le 87^e rang du classement de l'indicateur sur la «facilité d'obtenir des financements» (voir Banque mondiale, 2010)¹⁷.

La voie entrepreneuriale ne visait pas directement à atténuer les contraintes de financement, mais certains aspects de la formation consistaient à fournir aux étudiants des informations sur les procédures de demandes d'emprunt ainsi qu'à les mettre en contact avec les banquiers. Le tableau 7 montre que les membres du groupe de traitement étaient plus confiants de pouvoir obtenir un crédit et plus nombreux à avoir déposé une demande (à la condition d'avoir une idée de projet). Cependant, ils n'étaient pas plus susceptibles que les autres de savoir comment faire une demande d'emprunt. D'autre part, même si la plupart des demandes de crédit n'avaient pas encore abouti au moment de l'enquête de suivi, les participants n'avaient pas non plus de chance d'avoir réellement obtenu un crédit. Ces résultats laissent à penser que l'intervention n'a pas forcément facilité l'accès au crédit pour les bénéficiaires du programme.

Tableau 7 : Impact du programme sur les résultats intermédiaires — accès au crédit

	N	Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe de traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
Sait comment faire une demande de crédit auprès d'une banque	1 580	0,20	0,22	0,02	0,02	0,03	0,03
Pense pouvoir obtenir un crédit	1 568	0,30	0,39	0,08**	0,04	0,14**	0,06
A postulé pour un crédit	674	0,04	0,08	0,04**	0,02	0,06**	0,02

Voir la note du tableau 3.

D'autre part, il semble que la composante formation en entrepreneuriat (CEFE) et le coaching - et non pas la composante concours du programme ou la distribution de prix - soit à l'origine des principaux résultats présentés ci-dessus. En effet, l'impact du programme sur les indicateurs d'emploi demeure semblable en considérant seulement les participants qui n'ont pas gagné un prix. Les gagnants du concours sont probablement les diplômés qui ont la meilleure chance de travailler comme indépendants. Cependant les résultats de l'échantillon en écartant les gagnants restent similaires. Cela suggère que l'impact du programme sur l'emploi indépendant n'est pas expliqué que par la mise à disposition des lauréats d'un capital d'amorçage pour la création d'une entreprise, même si l'on ne peut pas formellement dissocier les deux effets. Ceci est consistant avec le fait que peu de gagnants ont retiré leur prix. Par ailleurs, la majorité des diplômés affirme que l'accès au crédit reste la majeure contrainte pour l'emploi indépendant. En fait, plus de 70% des bénéficiaires du programme déclarent que l'accès au crédit est la principale contrainte pour la création d'un emploi indépendant. Par conséquent, les résultats ne suggèrent pas que l'intervention améliore l'accès au crédit et que ce vecteur explique les principaux résultats documentés ci-dessus.

17 Le financement de démarrage est fourni par la BFPME (Banque pour le financement de la petite et moyenne entreprise) à hauteur de 100 000 à 10 millions de dinars tunisiens et par la BTS (banque spécialisée dans le financement des micro-entreprises) pour des montants inférieurs à 100 000 dinars. La proportion de fonds propres nécessaires pour obtenir un crédit est de 35 à 40% à la BFPME et de 10% à la BTS. Plusieurs fonds de soutien sont disponibles, tels que le FOPRODI (Fonds de promotion et de décentralisation industrielles) ou la SICAR (une société d'investissement à capital-risque).

9. Les résultats et la révolution

Les résultats ci-dessus reflètent le contexte de la révolution tunisienne. L'enquête de référence a été effectuée en 2010 et l'enquête de suivi entre avril et juin 2011, soit quelques mois après la révolution. Les résultats présentés dans la section 8 au sujet des aspirations pour l'avenir sont assez révélateurs et suggèrent que la voie entrepreneuriale a permis aux participants d'envisager l'avenir avec plus d'optimisme et leur a donné le sentiment que davantage de perspectives s'offraient à eux.

Les événements politiques ont aussi des répercussions sur la validité externe des résultats et la possibilité des les généraliser. D'un côté, l'économie tunisienne a perdu 137 000 emplois de mai 2010 à mai 2011 (y compris dans le tourisme et les services) (INS, 2011). La baisse sensible de la demande parmi les entreprises du secteur privé a réduit les opportunités d'emploi et a relevé le niveau et la durée du chômage à court terme. Il est aussi possible qu'un nouveau programme de subsides pour les jeunes diplômés sans emploi (AMAL) ait affecté l'intensité à laquelle ces jeunes cherchaient du travail. Les données de l'enquête de suivi révèlent pourtant une perception positive des perspectives sur le marché du travail. La révolution a potentiellement amélioré les perspectives à moyen terme. Le tableau 8 montre que la volonté des étudiants de trouver un travail (y compris un emploi salarié dans les secteurs public ou privé) et de travailler sur un projet indépendant s'est renforcée après la révolution. Sur une échelle allant de 1 à 5, où 1 signifie une forte diminution, 3 une situation stable et 5 une forte augmentation, les diplômés indiquent que leur désir de trouver un emploi a plutôt augmenté (moyenne de 3,64). En outre, l'amélioration des perspectives ne semble pas plus prononcée dans le cas du travail indépendant que dans celui des emplois salariés. Il n'y a pas de différence entre les groupes de comparaison et d'intervention au sujet de ces perceptions sur les perspectives d'emploi.

Dans ce contexte, l'augmentation des aspirations pour l'avenir des bénéficiaires du programme suggère que ceux-ci avaient le sentiment d'être mieux à même de tirer parti de nouvelles opportunités. Il est également intéressant de noter que la révolution a atténué le désir d'émigrer parmi les étudiants. En fait, c'est parmi les diplômés ayant suivi la voie entrepreneuriale que l'envie d'émigrer a le plus diminué.

Tableau 8 : Perception des effets de la révolution sur le marché du travail

	N	Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe de traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
La révolution a affecté mon désir de trouver un emploi	1 575	3,64	3,66	0,02	0,05	0,04	0,08
La révolution a affecté mon désir de travailler dans le secteur public	1 575	3,70	3,66	-0,04	0,06	-0,07	0,10
La révolution a affecté mon désir de travailler dans le secteur privé	1 573	3,18	3,22	0,04	0,05	0,07	0,09
La révolution a affecté mon désir de travailler sur un projet	1 575	3,34	3,28	-0,06	0,05	-0,10	0,09
La révolution a affecté mon désir d'immigrer	1 573	2,65	2,52	-0,12	0,07	-0,20*	0,12

Voir la note du tableau 3. Les variables prennent des valeurs de 1 à 5, où 1 signifie «diminue fortement», et 5 signifie «augmente fortement».

I0. Impact du programme et genre

a. Attitudes vis-à-vis de l'entrepreneuriat

La jeunesse tunisienne exprime souvent une nette préférence pour les emplois du secteur public. Les deux tiers des étudiants inclus dans l'échantillon d'évaluation ont indiqué qu'ils préféreraient le travail indépendant à l'emploi salarié dans le secteur privé tandis qu'un tiers environ préférerait le travail indépendant à l'emploi public. L'intervention n'a pas influencé directement ces préférences.

L'intervention n'a pas non plus modifié l'opinion des personnes interrogées sur l'entrée dans le monde de l'entrepreneuriat pour les étudiants de sexe masculin. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont été invitées à réagir à une vignette présentant l'exemple d'un étudiant de sexe masculin qui se demande s'il doit lancer un projet ou accepter un stage dans l'espoir de trouver un emploi salarié. La vignette est la suivante :

Vignette 1 : «Rachid est un étudiant de 3ème année de licence appliquée qui s'apprête à terminer ses études. Il se rend compte que beaucoup d'anciens étudiants de sa faculté sont encore au chômage et se demande ce qu'il va faire l'année prochaine. Il a une idée de projet à réaliser, mais se demande s'il devrait se lancer dans la réalisation de son projet, chercher un emploi salarié ou continuer ses études. Il se dit que l'emploi salarié ou la continuation de ses études pourrait peut-être l'aider à réaliser son projet.»

Les questions suivantes ont été posées aux sondés : Que conseillerez-vous à Rachid de faire l'année prochaine ? À votre avis que lui conseilleraient ses parents ? Que choisirait Rachid ? Près du tiers (31%) des personnes interrogées appartenant au groupe de traitement ont recommandé le lancement du projet, soit un résultat similaire aux réponses obtenues au sein du groupe de contrôle (tableau 9).

Dans le cas d'une vignette avec un personnage féminin, le groupe de traitement exprime par contre des opinions plus positives envers l'entrepreneuriat. Une vignette semblable mettant en scène une étudiante plutôt qu'un étudiant a aussi été présentée aux personnes interrogées :

Vignette 2 : «Rachid a une petite sœur, Aïcha. Aïcha est inscrite en première année de licence appliquée. En voyant Rachid réfléchir à son avenir, Aïcha se demande si après avoir obtenu son diplôme elle se lancera dans un projet, cherchera un emploi salarié ou continuera à étudier.»

Dans ce cas, les participants à la voie entrepreneuriale ont été plus enclins à répondre que les parents de l'étudiante lui conseilleraient de lancer son propre projet et que celle-ci exécuterait effectivement son projet. 22% des répondants appartenant au groupe de traitement ont répondu qu'ils conseilleraient à l'étudiante de lancer son projet, 11% pensaient que les parents de l'étudiante allaient l'encourager à lancer son projet, et 16% pensaient l'étudiante allait effectivement lancer son projet. Ces deux derniers indicateurs sont plus élevés que pour le groupe de contrôle. Les opinions positives à l'égard de l'entrepreneuriat féminin ont été exprimées aussi bien par les hommes que par les femmes, ce qui semble révéler une augmentation globale des attitudes favorables à l'entrepreneuriat des femmes. En dépit de cette hausse, le niveau global des attitudes positives vis-à-vis de l'entrepreneuriat féminin reste plus faible dans le cas des femmes que dans celui des hommes.

Tableau 9 : Attitudes vis-à-vis de l'entrepreneuriat pour hommes et femmes

	N	Moyenne du groupe contrôle	Moyenne du groupe de traitement	(1)		(2)	
				IDT	ET	TT	ET
Conseille un étudiant de lancer son propre projet	1 580	0,29	0,31	0,01	0,02	0,02	0,04
Pense que les parents vont conseiller un étudiant de lancer son propre projet	1 580	0,11	0,14	0,02	0,02	0,04	0,03
Pense que l'étudiant mettra son projet en exécution	1 580	0,24	0,25	0,01	0,02	0,02	0,04
Conseille une étudiante de lancer son propre projet	1 579	0,19	0,22	0,03	0,02	0,05	0,04
Pense que les parents vont conseiller une étudiante de lancer son propre projet	1 579	0,07	0,11	0,03**	0,01	0,05**	0,02
Pense que l'étudiante mettra son projet en exécution	1 577	0,13	0,16	0,03**	0,01	0,06**	0,02

Voir la note du tableau 3. Réponse à la vignette 1 (trois premiers indicateurs) et à la vignette 2 (trois derniers indicateurs).

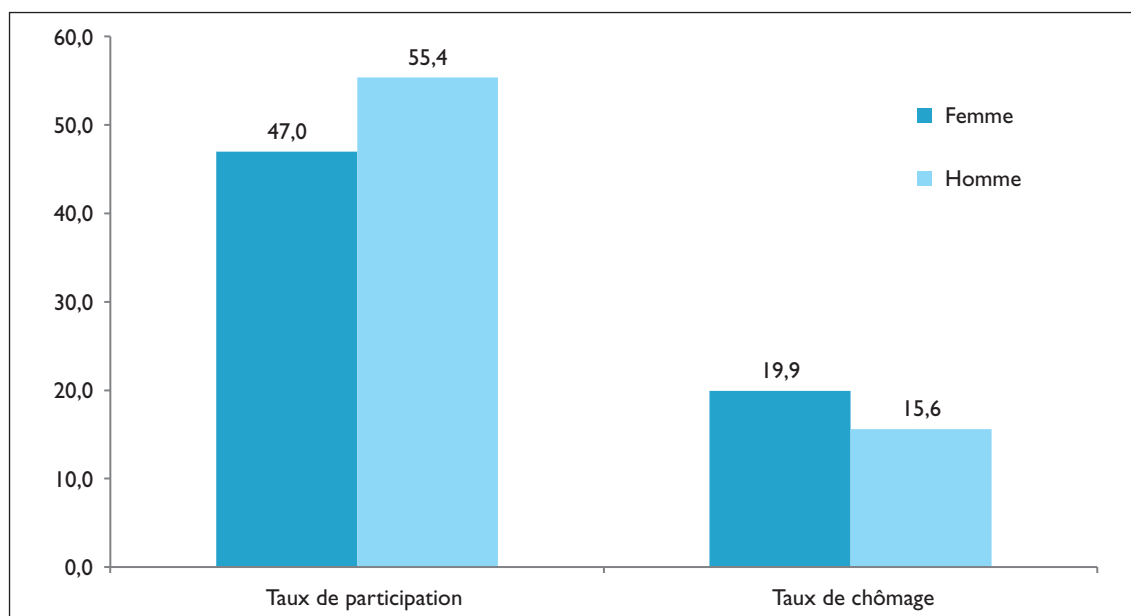
b. Différences hommes / femmes des impacts sur l'emploi

En Tunisie, d'une manière générale, le taux de participation au marché de travail des femmes diplômées de l'enseignement supérieur est nettement inférieur à celui des hommes, alors que leur taux de chômage est nettement supérieur (figure 11). En 2010, le taux de participation était de 47% parmi les jeunes femmes âgées de 15 à 34 ans, alors qu'il s'élevait à 55,4% chez les jeunes hommes. Le taux de chômage était de 19,9% parmi les jeunes femmes et 15,6% chez les jeunes hommes (figure 11).

En plus, les femmes entrepreneurs sont une minorité en Tunisie comme dans le reste de la région MENA. Dans le cadre de l'enquête réalisée par la Banque mondiale en 2003 et 2010 auprès de 5887 entreprises dans les pays de la région MENA, seulement 15% appartenaient à des femmes (Banque mondiale 2007, 2011).

Même si les femmes tunisiennes ont des attitudes positives envers l'entrepreneuriat, elles font face à des obstacles différents de ceux auxquels font face les hommes dans la réalisation de leurs projets. Le nombre des femmes inscrites au programme «Entreprendre et gagner» est proportionnel au nombre des femmes dans la population globale des étudiants de licence appliquée (voir tableau 1). De même, les résultats d'une enquête réalisée auprès de 300 femmes à Sousse, Sfax et Tunis révèlent que deux tiers des femmes interrogées apprécient l'idée de créer une entreprise (Dringé et Gratch, 2010). L'encadré 2 résume certains résultats des entretiens qualitatifs menés auprès des participants au programme en octobre 2011 en soulignant les motivations et les contraintes à la création d'entreprise perçues par les jeunes femmes tunisiennes.

Figure 11 : Taux de participation et taux de chômage des jeunes diplômés (15 à 34 ans) par genre



Source : Enquête nationale sur l'emploi en Tunisie, 2010.

L'évaluation d'impact a été conçue pour déterminer si la voie entrepreneuriale aidait effectivement les jeunes diplômées à réussir leur passage du monde des études au marché du travail. Environ deux candidats sur trois inscrits au programme étaient des femmes. L'échantillon était stratifié par genre et il est possible d'évaluer les différences entre les hommes et femmes bénéficiaires. L'annexe technique montre comment la différence d'impact entre hommes et femmes peut être estimée. Le tableau 10 présente les résultats pour les principaux indicateurs d'emploi. La colonne (1) représente l'estimation de l'impact moyen (IDT) pour les hommes ; la colonne (3) représente l'estimation du différentiel pour les femmes (c'est-à-dire la différence entre impact pour homme et pour femmes) ; la colonne (5) représente l'impact moyen (IDT) total pour les femmes (soit la somme des colonnes (1) et (3)) ; la colonne (6) représente la valeur p pour cet impact moyen pour les femmes.

Les résultats montrent que l'intervention a eu des effets plus limités sur l'accès des participantes au travail indépendant. En effet, le différentiel femme est négatif pour les indicateurs de travail indépendant dans le tableau 10 (colonne (3)). Globalement, les taux de travail indépendant dans les 12 derniers mois restent plus élevés parmi les femmes bénéficiaires du programme que parmi les celles membres du groupe de contrôle (tableau 10, colonne (5)). Toutefois, ceci n'est pas le cas pour les indicateurs de travail indépendant dans les 7 derniers jours, suggérant que les femmes ont pour la plupart abandonné leur projet. L'impact du programme s'est donc essentiellement manifesté chez les hommes.

Le tableau 10 montre aussi l'existence de différences dans le type d'emploi occupé entre les hommes et les femmes. Les femmes bénéficiaires du programme ont sensiblement relevé leur salaire de réserve pour un emploi salarié dans le secteur privé. En ligne avec ces attentes plus élevées par rapport au travail salarié, le taux d'emploi est plus bas pour les femmes du groupe de traitement¹⁸. Ces résultats font écho à des informations recueillies lors de travaux qualitatifs selon lesquelles les femmes sont disposées à devenir des entrepreneuses, mais se heurtent à plus d'obstacles que les hommes dans la mise en œuvre de leurs projets et ont besoin davantage de temps pour réaliser leurs ambitions. L'encadré 2 illustre certaines de ces contraintes supplémentaires, dont certaines sont probablement liées à des normes sociales.

¹⁸ Les femmes ont des revenus significativement inférieurs (à un seuil de 10%) après le programme, ce qui s'explique principalement par leur taux d'emploi plus bas. Le programme augmente aussi la probabilité qu'elles soient inactives.

Les résultats laissent donc à penser que la voie entrepreneuriale a eu des effets bénéfiques sur les attitudes féminines vis-à-vis de l'entrepreneuriat (documenté dans la section 10a ci-dessus), mais que les diplômées pourraient avoir besoin de plus de soutien que les hommes pour mener leurs projets à bien. Dringe et Gratch (2010) ont trouvé des conclusions similaires à partir d'un sondage réalisé auprès de 100 entrepreneurs tunisiens (50 hommes et 50 femmes) en 2008.

Tableau 10 : Différences dans les impacts du programme par genre

	Impact Moyen	ET	Différentiel Femme	ET	Impact Moyen pour Femmes	Valeur p Impact Moyen pour femmes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
A exercé une activité indépendante permanente ou saisonnière au cours de 12 derniers mois	0,06***	(0,02)	-0,03*	(0,02)	0,03***	0,00
A exercé une activité indépendante permanente ou saisonnière pendant les 7 derniers jours	0,06**	(0,03)	-0,05	(0,03)	0,01	0,21
A exercé une activité indépendante permanente pendant les 7 derniers jours	0,02	(0,02)	-0,02	(0,02)	0,01	0,22
Employé pendant les 7 derniers jours	0,07	(0,04)	-0,10*	(0,05)	-0,03	0,22
Travail salarié pendant les 7 derniers jours	0,01	(0,04)	-0,06	(0,04)	-0,05**	0,03
Chômeur pendant les 7 derniers jours	-0,03	(0,03)	0,05	(0,05)	0,02	0,58
Étudiant pendant les 7 derniers jours	-0,04	(0,02)	0,05	(0,03)	0,01	0,67
Inactif pendant les 7 derniers jours	-0,01	(0,02)	0,02	(0,02)	0,01***	0,00
A un contrat	0,00	(0,03)	-0,03	(0,04)	-0,03	0,31
Couvert par la sécurité sociale	0,02	(0,03)	-0,01	(0,03)	0,01	0,71
Employé dans une grande entreprise	0,01	(0,02)	-0,01	(0,03)	0,00	0,96
Nombre d'heures travaillées la semaine dernière	4,05**	(1,72)	-4,98**	(1,92)	-0,93	0,28
Montant du salaire mensuel net (logs)	0,28	(0,26)	-0,50*	(0,29)	-0,22*	0,08
Salaire de réserve pour le secteur privé (logs, mensuel)	-0,01	(0,02)	0,06*	(0,03)	0,05**	0,03
Salaire de réserve pour le secteur public (logs, mensuel)	-0,01	(0,02)	0,03	(0,03)	0,02	0,27

Voir la note du tableau 3.

Encadré 2 : À l'écoute des jeunes femmes bénéficiaires

Afin de compléter l'analyse de l'enquête de référence et de préparer l'enquête de suivi, des entretiens qualitatifs semi-structurés ont été menés avec 23 étudiants, huit coachs et professeurs superviseurs de sept universités à travers la Tunisie (Gabès, Gafsa, Kairouan, Manouba, Monastir, Sfax et Tunis). Les étudiants ont été sélectionnés à partir d'un échantillon aléatoire de participants au programme de chaque université. Les entretiens ont été réalisés en octobre 2010, quatre mois après l'obtention du diplôme.

Les femmes participantes au programme «Entreprendre et Gagner» ont exprimé leurs espoirs : «Mes attentes étaient très grandes. J'allais réaliser mes rêves. J'étais totalement sûre de réussir. Je pensais que pour une fois dans ma vie, j'avais la chance de parler de moi, de mes objectifs et de ce que j'attendais de la vie».

Les jeunes femmes ont particulièrement souligné la valeur qu'elles accordaient au modèle interactif et novateur de formation entrepreneuriale : «Je pensais qu'au moins une fois dans ma vie j'avais eu l'occasion de parler de moi, de mes objectifs, et mes aspirations pour l'avenir».

Le manque d'opportunités d'emploi a été cité comme une raison importante pour s'inscrire dans la voie entrepreneuriale de préférence au cursus traditionnel. En même temps, les jeunes femmes sont conscientes des normes et défis particuliers relatifs à l'emploi des femmes : «Il n'y a pas assez d'emplois, le concours de Plan d'affaires est le seul moyen. En tant que femme, je ne peux travailler loin de chez moi», «Je veux éviter le chômage».

La majorité des femmes ont affirmé l'impact positif du programme sur leur confiance en soi. «J'ai plus confiance en moi, je vais sortir et chercher de nouvelles opportunités», «J'ai plus confiance en moi, je suis plus optimiste».

Après l'obtention du diplôme, la plupart des femmes interrogées ont souligné que leur motivation pour devenir des travailleurs indépendants avaient augmenté grâce au programme et ont confirmé leur volonté de poursuivre leur projet : «Je ne veux plus être un salarié», «J'ai moins peur du chômage», «Dès que j'en aurai l'opportunité, je vais le faire (créer ma propre entreprise)».

Pourtant, même si les femmes étaient attirées par la voie entrepreneuriale et motivées à devenir des travailleuses indépendantes, elles font face à plus de contraintes que les hommes après leurs études. Selon le frère de l'une des interviewées, les femmes peuvent se permettre de rester au chômage alors que les hommes font face à la pression sociale pour fonder une famille, ce pour quoi un travail est un pré-requis. Une moindre pression pour trouver rapidement un emploi peut contribuer à expliquer pourquoi plusieurs participants au programme n'ont pas encore concrétisé la création de leur projet. D'autre part, une interviewée pense que les filles présentent une plus forte aversion au risque que les hommes «les gars sont plus courageux, la formation est plus utile pour eux». Enfin, un participant a expliqué que le contact avec les gens peut ne pas être approprié pour les femmes. Les données du World Value Survey confirment que les perceptions sur le rôle des femmes au foyer ou au travail sont plus traditionnelles en Tunisie que la moyenne globale (Banque mondiale, 2011).

Beaucoup de femmes interrogées semblaient plus prudentes et conscientes des contraintes auxquelles elles doivent faire face pour réussir en tant qu'entrepreneurs. En même temps, elles manifestent une certaine confiance en elles et en leurs nouvelles aptitudes et compétences acquises au cours du programme, y compris l'accès à un plus large réseau social et les connaissances sur la façon d'approcher les banquiers : «J'ai maintenant un réseau social. Je sais qui consulter».

II. Principaux résultats et recommandations

Il est souhaitable que les décideurs lancent des réformes pour que l'enseignement supérieur fournisse aux étudiants universitaires les compétences dont ils ont besoin pour créer leur propre emploi après l'obtention d'un diplôme. En Tunisie, les événements politiques récents ont mis en évidence les répercussions considérables du chômage élevé et de la marginalisation des jeunes. La politique consistant à fournir aux jeunes le savoir-faire nécessaire pour travailler à leur compte et donc créer leur propre emploi (productif) est une solution prometteuse compte tenu de la capacité d'absorption insuffisante du secteur privé. Des initiatives ont été entreprises dans ce sens, mais l'impact de ces programmes de promotion de l'esprit d'entreprise a rarement fait l'objet d'évaluations rigoureuses.

L'introduction d'une voie entrepreneuriale novatrice dans le programme tunisien de licence appliquée en 2009/10 a permis d'intégrer une évaluation d'impact dans la conception du programme pilote. Dans l'incapacité de pouvoir donner une formation à tous les candidats à la voie entrepreneuriale durant la première année, les conditions étaient réunies pour procéder à une évaluation d'impact randomisée afin de mesurer l'impact causal du programme sur divers indicateurs de résultats touchant au travail et à d'autres domaines. Les résultats du présent rapport reposent sur un échantillon de 1 702 étudiants, dont la moitié a été inscrite de façon aléatoire dans la voie entrepreneuriale, tandis que l'autre moitié servait de groupe de contrôle en suivant la filière conventionnelle (stages et mémoires traditionnels). La nouvelle voie entrepreneuriale de l'enseignement supérieur a permis de fournir aux étudiants un accompagnement et une formation commerciale plus pratiques et la possibilité d'obtenir leur diplôme en rédigeant un plan d'affaires.

En résumé, les trois hypothèses de départ étaient que l'intervention allait augmenter le taux d'emploi indépendant, promouvoir une culture entrepreneuriale des étudiants (y compris les attitudes et compétences), et améliorer le taux d'emploi des diplômés en alignant mieux leurs compétences aux demandes du secteur privé. Ce rapport a montré que le programme avait atteint les deux premiers objectifs, mais pas le troisième.

Les résultats observés un an environ après la fin de l'année universitaire montrent que la formation entrepreneuriale destinée aux étudiants universitaires a contribué à accroître le travail indépendant parmi les bénéficiaires du programme. L'augmentation absolue est de 1 à 3 points de pourcentage pour la probabilité d'exercer une activité indépendante. Cet effet absolu est relativement faible mais est à comparer avec le taux moyen de travail indépendant dans le groupe de contrôle, qui est de 3%. Dans ce sens, l'augmentation relative de la proportion d'étudiants travailleurs indépendants est d'une magnitude de 48% à 81% selon l'estimation utilisée. Toutefois, cet effet est dû principalement aux hommes.

Les données montrent que le programme a eu pour effet d'améliorer les connaissances commerciales, d'étendre les réseaux, et d'influer sur certaines qualités comportementales. Ces résultats sont importants puisqu'ils suggèrent que les compétences comportementales peuvent être affectées. Toutefois, les compétences entrepreneuriales nécessaires à l'emploi indépendant peuvent différer des celles requises pour l'emploi salarié. Le ciblage et le contenu des formations visant à affecter ces compétences comportementales requièrent donc une attention toute particulière. Compte tenu du contexte de la révolution tunisienne, il est intéressant de noter que les résultats indiquent aussi que la voie entrepreneuriale a permis aux bénéficiaires d'envisager l'avenir avec plus d'optimisme et leur a donné le sentiment que davantage de perspectives s'offraient à eux.

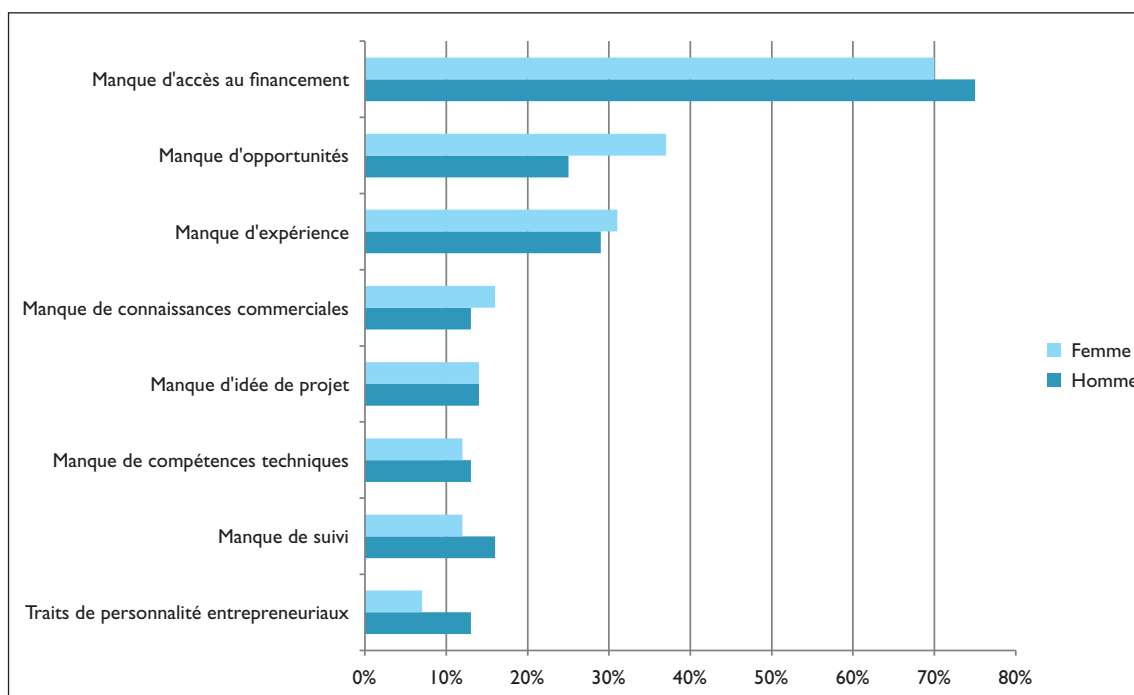
D'autre part, s'il est vrai que l'intervention a eu des effets positifs sur le travail indépendant et a affecté certaines compétences comportementales, elle n'a pas amélioré les chances des diplômés de

trouver un emploi salarié. Le taux de chômage parmi les récents diplômés universitaires est très élevé en Tunisie, et les bénéficiaires de la voie entrepreneuriale ne font pas exception à la règle. Il est intéressant de noter que l'intervention a accru le niveau du salaire de réserve des participants à la voie entrepreneuriale, en particulier dans le cas des bénéficiaires de sexe féminin. Cette observation est donc en concordance avec l'hypothèse que le travail indépendant peut se substituer à l'emploi dans le secteur privé mais pas à l'emploi salarié dans le secteur public. Au final, puisque la formation entrepreneuriale ne facilite pas l'accès à l'emploi salarié, les résultats suggèrent qu'un arbitrage et un ciblage efficient sont nécessaires entre les politiques qui promeuvent l'emploi salarié et celles qui promeuvent le travail indépendant.

L'analyse a fait apparaître plusieurs recommandations que les responsables de l'exécution du programme ont déjà en partie intégrées à la mise en œuvre du programme de la seconde génération. S'agissant de la conception du programme, il est essentiel de lancer à un stade précoce une vaste campagne d'information auprès des étudiants et des professeurs pour que tous les étudiants intéressés puissent demander leur inscription à la voie entrepreneuriale. Certains participants à la phase pilote étaient incertains au sujet des modalités exactes (à savoir les conditions d'obtention du diplôme) de la nouvelle voie entrepreneuriale. Les nouvelles promotions tireront avantage des règles établies et expériences acquises durant la phase pilote. D'autre part, la qualité de la formation fournie par les coachs et les services de l'emploi est un facteur important et doit encore être standardisée autant que possible pour garantir un soutien d'une qualité optimale. Par ailleurs, le soutien technique pourrait être amélioré en accordant davantage d'attention au choix des professeurs et des coachs du secteur privé. Un système d'incitation consistant à offrir aux étudiants les plus motivés un surcroît d'accompagnement en petits groupes pourrait être introduit pour augmenter la qualité du suivi. Enfin, la compréhension des raisons qui poussent certains étudiants à se désister du programme avant son terme améliorerait l'efficacité de la voie entrepreneuriale : les observations recueillies au plan international montrent que les services de formation n'atteignent leur pleine efficacité que si les étudiants vont jusqu'au terme du programme de formation et d'accompagnement.

La voie entrepreneuriale n'a pas été conçue pour éliminer tous les obstacles à l'emploi indépendant, et de nombreuses contraintes subsistent. Même si les participants à la voie entrepreneuriale ont plus confiance dans leur aptitude à obtenir des crédits, les résultats ne suggèrent pas que le programme a facilité l'accès au crédit. En particulier, les résultats ne semblent pas être dus aux gagnants du concours de plan d'affaires qui étaient éligibles à recevoir des fonds propres pour la création d'une entreprise. La figure 12 décrit la façon dont les diplômés perçoivent les obstacles à l'entrepreneuriat. Le problème de loin le plus important aux yeux des personnes interrogées est l'accès aux financements (72%), suivi du manque d'expérience (31%) et du manque d'opportunités (29%). Le manque d'opportunités semble plus contraignant pour les femmes, suggérant que les femmes perçoivent qu'il y a moins de secteurs viables pour elles. 68% des bénéficiaires du programme considèrent le manque de financement comme un obstacle majeur au travail indépendant.

Figure 12 : Perceptions des obstacles à l'entrepreneuriat



Source : Enquête de suivi. Groupe de contrôle

L'introduction d'interventions complémentaires pourrait améliorer l'efficacité de la voie entrepreneuriale et accroître encore le taux de travail indépendant. Les résultats de l'évaluation quantitative et des études qualitatives parallèles suggèrent qu'il serait important de fournir un soutien suivi après la remise des diplômes. Pour certains bénéficiaires, le suivi pourrait prendre la forme d'un appui à une demande d'emprunt auprès d'une banque. Pour d'autres, il pourrait consister à leur offrir une expérience pratique grâce à un stage pratique. D'une manière générale, les résultats indiquent que les activités de suivi sont particulièrement importantes pour les femmes, car elles se heurtent apparemment à plus d'obstacles que les hommes. Les autorités tunisiennes ont déjà commencé à accorder un soutien aux diplômés du programme, en recourant par exemple aux Business Angels (investisseurs providentiels), mais d'autres stratégies pourraient être pilotées.

La difficulté d'accéder au crédit ressort clairement de l'enquête de suivi ainsi que dans plusieurs entretiens qualitatifs. Les projets de certains lauréats du concours n'ont pas été réalisés parce que les fonds propres, même augmentés des récompenses financières accordées dans le cadre du concours, n'étaient pas suffisants pour permettre aux intéressés d'obtenir un crédit. Le gouvernement tunisien est conscient du problème et deux textes réglementaires récents visent à aplanir les obstacles à la recherche de fonds par les entrepreneurs : le décret 621 du 23 mai 2011 autorise les diplômés chômeurs qui bénéficient d'un certain type d'allocation sociale à recevoir en un seul versement la prime accordée par ce programme (jusqu'à un montant maximum de 2 400 dinars) et à l'utiliser pour accroître leur contribution à l'appui d'une demande de crédit. De surcroît, une circulaire publiée conjointement par les ministères des Finances, de l'Emploi, des Affaires sociales et du développement régional a créé un fonds de capital-risque. Ce fonds peut financer la contribution propre des entrepreneurs qui sont déjà parvenus à un «accord de principe» avec la banque publique de microcrédit BTS. Ce financement doit être remboursé cinq ans après l'octroi du crédit, mais les entrepreneurs figurant au registre des pauvres ne sont pas tenus de le rembourser. La question de l'efficacité de ces deux mesures n'est pas encore tranchée : la réponse dépendra entre autres de la mise en place d'une bonne opération de communication à même de sensibiliser les candidats.

En termes de viabilité, il est important de noter que le projet pilote a été mis en œuvre à l'aide des infrastructures et des ressources humaines existantes de l'ANETI, de l'API et des universités participantes. Le Gouvernement et le secteur privé tunisiens ont apporté des fonds supplémentaires visant respectivement, par exemple, à financer les prix décernés ou à inciter les coachs participant au programme à effectuer des travaux supplémentaires. La Banque mondiale et les fonds fiduciaires qu'elle gère (SIEF, GAP) ont uniquement financé le temps de travail du personnel de la Banque et les éléments de l'évaluation d'impact. La poursuite et le développement du programme ont été décidés de façon indépendante par le Gouvernement tunisien et les financements connexes ont été tirés du budget de l'État. S'agissant de la viabilité du programme, les perspectives sont bonnes.

En Tunisie, la voie entrepreneuriale qui en est maintenant à sa troisième année, s'est établie comme une alternative à la filière traditionnelle de licence appliquée. Durant l'année universitaire 2010-2011, le programme a été renforcé et développé pour cibler aussi les étudiants des programmes d'ingénierie et de maîtrise. En général, la population cible de la voie entrepreneuriale se compose d'entrepreneurs potentiels mais aussi de personnes qui s'intéressent plus aux besoins commerciaux du secteur privé qu'à la rédaction d'un mémoire universitaire. En ce qui concerne les inscriptions dans la voie entrepreneuriale, la demande anticipée était élevée en octobre 2010, mais la demande effective enregistrée durant le printemps arabe était plus faible que prévu en raison de l'incertitude du climat politique et économique. La troisième année du programme est en cours.

12. Références

- Almeida, R., J. Arbelaez, M. Honorati, A. Kuddo, T. Lohmann, M. Ovadiya, L. Pop, M. Sanchez-Puerta, et M. Weber. (2011). "Improving Access to Jobs and Earnings Opportunities :The Role of Activation and Graduation Policies (forthcoming)." SP Working Paper Series. Washington, DC., World Bank.
- Almeida, R., et E. Galasso. (2010). "Jump-Starting Self-employment? Evidence Among Welfare Participants in Argentina." *World Development*, 38 (5).
- Angel-Urdinola, D ; A. Semlali, et S. Brodmann (2010). "Non Public Provision of ALMPs in AMCs : An Inventory of Youth Programs". SP Working Paper Series No. 1005. Washington, D.C., World Bank.
- Attanasio, O. P, A. D Kugler, et C. Meghir. (2009) «Subsidizing Vocational Training for Disadvantaged Youth in Colombia : Evidence from a Randomized Trial.» *American Economic Journal : Applied Economics*, 3 (3) 188-220.
- Banerjee, A. et E. Duflo. (2008). "What is middle class about the middle classes around the world?" *Journal of Economic Perspectives* 22 (2) : 3-28.
- Banque mondiale. (2007) : "MILES I : Skills Development, Social Insurance and the Labor Market", Policy Note. Washington, D.C., World Bank.
- Banque mondiale. (2009) : "MILES II : Labor Demand, Skills Supply and Employment", Policy Note. Washington, D.C., World Bank.
- Baumol, W. (1968). "Entrepreneurship in Economic Theory." *American Economic Review, Papers and Proceedings*, 58 (2) 64-71.
- Betcherman, G., K. Olivas, et A. Dar. (2004). «Impacts of Active Labor Market Programs : New Evidence from Evaluations with Particular Attention to Developing and Transition Countries.» SP Discussion Paper No. 0402. Washington, D.C., World Bank
- Betcherman, G., M. Godfrey, S. Puerto, F. Rother, et A. Stavreska (2007) "A Review of Interventions to Support Young Workers : Findings of the Youth Employment Inventory." SP Discussion Paper No. 0715. Washington, D.C., World Bank.
- Blattman, C., N. Fiala, et S. Martinez. (2011). "Can Employment Programs Reduce Poverty and Social Instability? Experimental Evidence from a Ugandan aid program."
- Bruhn, M. et D. McKenzie. (2008). "Pursuit of Balance : Randomization in Practice in Development Field Experiments" World Bank Policy Research Working Paper No. 4752
- Bruhn, M. et B. Zia. (2011). "Business and Financial Literacy for Young Entrepreneurs : Evidence from Bosnia-Herzegovina." Mimeo. World Bank.
- Card, D., P. Ibarra, F. Regalia, D. Roasas-Shady, et Y. Soares. (2011). "The Labor Market Impacts of Youth Training in the Dominican Republic." *Journal of Labor Economics*, 29 (2).
- De Mel, S., D. McKenzie et C. Woodruff. (2010). "Who are the Microenterprise Owners? : Evidence from Sri Lanka", in Tokman v. de Soto, pp.63-87 in Josh Lerner and Antoinette Schoar edited *International Differences in Entrepreneurship*.
- De Mel, S., D. McKenzie, et C. Woodruff. (2011). "Business Training and Female Enterprise Start-up and Growth in Sri Lanka." World Bank discussion paper.
- Drexler, A., G. Fischer et A. Schoar. (2010). "Keeping it simple : Financial Literacy and Rule of Thumbs." Mimeo. LSE.
- Djankov, S., Y. Qian and G. Roland et Ekaterina Zhuravskaya. (2006). «Entrepreneurship in Brazil, China, and Russia.» Working Papers w0066, Center for Economic and Financial Research.
- Drine, I. et M. Grach. (2010) "Supporting Women Entrepreneurs in Tunisia." UNU-WIDER Working Paper No. 2010/100.
- Elston, J.A., G.W. Harrison et E.E. Rutström. (2005). "Characterizing the Entrepreneur Using Field Experiments". Working Paper, Max Planck Institute of Economics.
- Fairlie, R., D. Karlan, et J. Zinman (2012). Behind the GATE Experiment : Evidence on Effects of and Rationales for Subsidized Entrepreneurship Training. CEPR Discussion Paper. London, Centre for Economic Policy Research.

- Gertler, P. ; S. Martinez, P. Premand, L. Rawlings et C. Vermeersch.(2010). *L'évaluation d'impact en Pratique*. Washington DC,World Bank.
- Gollin, D. (2002). "Getting Income Shares Right, *Journal of Political Economy* 110 (2) 458-474.
- Gosling, S. (2003). «A very brief measure of the Big-Five personality domains.» *Journal of Research in Personality* 37(6) 504-528.
- Ibarra, P, et D. Rosas. (2008). "Evaluating the Impact of Job Training Programs in Latin America : Evidence from IDB Funded Operations." Inter-American Development Bank, Washington D.C.
- IFC (2011). "Education for Employment for Youth in the Arab World". Tunisiadeep dive – Final progressreview.
- INS (2011). "Enquête nationale sur l'emploi 2011." Institut National de Statistique, Tunisie.
- Karlan, D., et M.Valdivia. (2011). "Teaching Entrepreneurship : Impact of Business Training on Microfinance Institutions and Clients." *Review of Economics and Statistics*, 93 (2) 510-527.
- Klinger, B., et M. Schündeln. (2011) "Can Entrepreneurial Activity be Taught? Quasi-Experimental Evidence from Central America." *World Development* 39 (9) 1592-1610
- Kluge, J., F. Rother; et M. L. Sánchez-Puerta. (2010). "Training Programs for the Unemployed, Low Income and Low Skilled Workers." In *Skills Development Strategies to Improve Employability and Productivity : Taking Stock and Looking Ahead* by Almeida, Behrman and Robalino (Editors) World Bank, Washington D.C.
- MFPE et Banque mondiale. (2009) : "Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires. Analyse comparative des résultats de deux enquêtes (2005 et 2007)." Washington, D.C., World Bank.
- Oosterbeek, H., Mirjam van Praag et Aukeljsselstein. (2008). "The Impact of Entrepreneurship Education on Entrepreneurship Competencies and Intentions : An Evaluation of the Junior Achievement Student Mini-Company Program." IZA Discussion Paper No. 3641, Bonn.
- Premand, P., S. Brodman, R., Almeida, R. Grun et M. Barouni (2012). "Entrepreneurship Training and Self-Employment of University Graduates : Evidence from Tunisia". Mimeo, World Bank.

I3. Annexes

a. Tableaux

Tableau A1 : Equilibre de base pour l'échantillon effectif

	N	Groupe de contrôle	Groupe de traitement	Différence	Err.St.
Fiche d'inscription					
Male	1 580	0,33	0,32	-0,01	0,01
Licence en Agro-alimentaire	1 580	0,02	0,02	0,00	0,00
Licence en Beaux Arts	1 580	0,16	0,17	0,01	0,01
Licence en Science	1 580	0,09	0,09	-0,00	0,01
Licence en Comptabilité	1 580	0,09	0,09	-0,01	0,00
Licence en Économie et finance	1 580	0,08	0,08	-0,00	0,00
Licence en Génie civil	1 580	0,02	0,02	0,00	0,00
Licence en Informatique	1 580	0,10	0,10	-0,00	0,00
Licence en Réseaux et télécommunication	1 580	0,06	0,05	-0,00	0,00
Licence en Langues	1 580	0,09	0,09	0,00	0,00
Licence en Management	1 580	0,03	0,03	0,00	0,00
Licence en Marketing	1 580	0,04	0,04	0,01	0,01
Licence en Sports et Tourisme	1 580	0,03	0,03	-0,00	0,00
Licence en Technique	1 580	0,15	0,15	0,00	0,00
Autres licences	1 580	0,03	0,03	-0,00	0,00
Université Ez-Zitouna	1 580	0,00	0,01	0,00	0,00
Université de Tunis	1 580	0,03	0,04	0,00	0,01
Université de Sousse	1 580	0,08	0,08	-0,00	0,02
Université de Monastir	1 580	0,19	0,18	-0,01	0,02
Université de Kairouan	1 580	0,07	0,07	0,00	0,01
Université de Sfax	1 580	0,16	0,16	-0,00	0,01
Université de Gafsa	1 580	0,18	0,19	0,02	0,01
Université de Gabès	1 580	0,07	0,06	-0,01	0,01
Université de Manouba	1 580	0,01	0,00	-0,01	0,01
Université de Tunis El-Manar	1 580	0,01	0,01	-0,00	0,01
Université de Carthage	1 580	0,07	0,07	0,00	0,01
Université de Jendouba	1 580	0,13	0,13	0,00	0,01
Inscrit en binôme	1 580	0,23	0,23	-0,00	0,01
Idée du projet au moment de l'inscription	1 580	0,84	0,86	0,02	0,01
Inscrit pour réaliser une idée de projet	1 580	0,70	0,72	0,02	0,02
Tradition familiale	1 580	0,11	0,12	0,01	0,02
Avoir plus d'options	1 580	0,57	0,57	-0,00	0,02
Absence d'emplois salariés	1 580	0,29	0,28	-0,01	0,03
Acquérir de l'expérience pour avoir un emploi	1 580	0,30	0,29	-0,01	0,02
Âge	1 578	23,00	23,07	0,07	0,06
Célibataire	1 580	0,99	0,98	-0,01	0,01
Moyenne générale en 2ème année de l'université	1 560	11,43	11,52	0,09	0,06
La note la plus basse en 2ème année de l'université	1 443	6,16	6,22	0,05	0,14
La note la plus haute en 2ème année de l'université	1 539	17,05	17,09	0,03	0,10
Avoir des cours en entrepreneuriat	1 580	0,74	0,76	0,02	0,02
Note à l'unité de l'entrepreneuriat	1 184	13,61	13,53	-0,09	0,13
Connaissance de la langue arabe (1-5)	1 580	3,71	3,67	-0,04	0,05
Connaissance de la langue française (1-5)	1 580	3,52	3,50	-0,03	0,04
Connaissance de la langue anglaise (1-5)	1 580	3,09	3,08	-0,01	0,06
Avoir déjà travaillé	1 580	0,70	0,72	0,02	0,02
Âge au premier travail	1 112	17,48	17,15	-0,32*	0,16
Durée du premier travail (mois)	1 105	5,93	6,35	0,42	0,77
Premier travail : activité saisonnière	1 580	0,36	0,35	-0,00	0,02

Premier travail : emploi rémunéré	I 580	0,19	0,19	-0,01	0,02
Premier travail : activité familiale	I 580	0,06	0,05	-0,01	0,01
Premier travail : activité indépendante	I 580	0,08	0,11	0,03***	0,01
Avoir de l'expérience pratique relative au plan d'affaires	I 580	0,62	0,63	0,02	0,02
Connait quelqu'un qui a lancé sa propre entreprise	I 580	0,59	0,63	0,04*	0,02
Avoir travaillé avec un proche qui a lancé sa propre entreprise	I 580	0,27	0,30	0,03	0,02
Est prêt à prendre le risque	I 580	0,96	0,93	-0,02*	0,01
Préfère un salaire mensuel de 1000 DT garanti à un salaire mensuel qui varie entre 500 DT et 1500 DT selon la performance	I 580	0,26	0,25	-0,01	0,02
La taille de ménage	I 579	6,49	6,51	0,02	0,09
Le père a atteint un niveau d'éducation primaire	I 580	0,41	0,45	0,03	0,02
Le père a atteint un niveau d'éducation secondaire	I 580	0,43	0,39	-0,03	0,02
Le père a atteint un niveau d'éducation supérieur	I 580	0,16	0,16	-0,00	0,02
La mère a atteint un niveau d'éducation primaire	I 580	0,66	0,67	0,01	0,03
La mère a atteint un niveau d'éducation secondaire	I 580	0,28	0,27	-0,01	0,02
La mère a atteint un niveau d'éducation supérieur	I 580	0,06	0,06	-0,00	0,01
Le père est travailleur salarié	I 580	0,36	0,34	-0,02	0,02
Le père est travailleur indépendant	I 580	0,27	0,27	0,00	0,02
Le père est retraité	I 580	0,25	0,26	0,01	0,02
Le père est chômeur	I 580	0,02	0,02	0,00	0,01
Le père est inactif	I 580	0,09	0,10	0,01	0,02
La mère est travailleuse salariée	I 580	0,09	0,09	-0,00	0,02
La mère est travailleuse indépendante	I 580	0,07	0,08	0,02	0,01
La mère est retraitée	I 580	0,02	0,03	0,02	0,01
La mère est au chômage	I 580	0,03	0,04	0,01	0,01
La mère est inactive	I 580	0,80	0,76	-0,04	0,03
Revenu mensuel familial entre 0 et 300 DT	I 580	0,25	0,25	0,00	0,02
Revenu mensuel familial entre 301 et 500 DT	I 580	0,30	0,30	0,00	0,02
Revenu mensuel familial entre 501 et 800 DT	I 580	0,21	0,20	-0,02	0,02
Revenu mensuel familial est au dessus de 801 DT	I 580	0,24	0,25	0,01	0,02
La famille peut fournir un soutien financier	I 580	0,64	0,63	-0,02	0,02
Enquête téléphonique					
Bac : Arts	I 432	0,24	0,23	-0,01	0,01
Bac : Économie	I 432	0,19	0,18	-0,01	0,02
Bac : Sciences	I 432	0,23	0,25	0,02	0,02
Bac : Mathématiques	I 432	0,19	0,20	0,01	0,02
Bac : Technique	I 432	0,15	0,13	-0,02	0,02
Années depuis l'obtention du baccalauréat	I 432	3,38	3,37	-0,01	0,04
Année de baccalauréat	I 432	10,64	10,60	-0,04	0,05
Préfère 1000 DT dans 6 mois à 800 DT immédiatement	I 432	0,51	0,55	0,05**	0,02
Degré de prise de risque (1-10)	I 432	7,41	7,46	0,05	0,08
Montant certain préféré à un jeu qui donne 50% de chance de gagner 2000 DT, et 50% de chance de gagner 0 DT	I 427	1,003	1,084	80,85**	32,6
Individu aime la prise de risque	I 427	0,52	0,59	0,06*	0,03
Impulsivité (normalisé)	I 432	0	-0,10	-0,10**	0,04
Patience pour la travail (normalisé)	I 432	0	0,02	0,02	0,06
Ténacité (normalisé)	I 432	0	0,11	0,11*	0,06
Polychronicité (normalisé)	I 432	0	-0,01	-0,01	0,04
Locus de contrôle (normalisé)	I 432	0	0,08	0,08	0,06
Réussite (normalisé)	I 432	0	0,19	0,19***	0,05
Désir de pouvoir (normalisé)	I 432	0	0,01	0,01	0,07
Centralité du travail (normalisé)	I 432	0	-0,04	-0,04	0,06
Organisation personnelle (normalisé)	I 432	0	1,10	0,10*	0,06
Optimisme (normalisé)	I 432	0	0,05	0,05	0,05

Résultats reportés : nombre d'observations pour l'enquête ; moyenne du groupe de contrôle et du groupe de traitement lors de l'enquête de référence ; différence entre les deux groupes et erreur standard de cette différence.

Résultats pour l'échantillon effectif, I 580 pour les variables de la fiche d'inscription, I 432 pour les variables de l'enquête complémentaire téléphonique.

* significatif à 10%. ** significatif à 5%. *** significatif à 1%

b. Stratégie d'identification empirique

Intention de traiter¹⁹

L'estimation de l'impact du programme se fonde sur l'assignation aléatoire des étudiants aux groupes de traitement et de contrôle. L'analyse empirique présente d'abord les estimations de «l'intention de traiter» (IDT²⁰), obtenues en comparant les résultats moyens des groupes de traitement et de contrôle lors de l'enquête de suivi. Les estimations de l'IDT sont des estimations qui présentent un grand intérêt pour la formulation des politiques publiques. En effet, elles peuvent être interprétées comme l'impact résultant de la possibilité donnée à des étudiants de participer à la voie entrepreneuriale (indépendamment de la participation réelle au programme, qui ne dépend souvent pas de leur administrateur). Pour obtenir les estimations de l'IDT de la voie entrepreneuriale, on estime le modèle suivant par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 T_i + \beta_2 X_i + \mu_i \quad (1)$$

où Y_i est l'indicateur de résultat pour l'étudiant i lors de l'enquête de suivi, T_i une variable binaire représentant le fait d'être affecté de façon aléatoire au groupe de traitement, et μ_i des effets fixes pour les strates de randomisation (par genre et selon les 14 filières étudiées)²¹. Les écarts type sont regroupés au niveau des strates.

Les principaux résultats ont été soumis à une série de tests de robustesse. Les résultats présentés dans ce rapport constituent des estimations de l'équation (1) qui contrôlent pour un ensemble de caractéristiques observables dans l'enquête de référence (X_i), notamment les caractéristiques socio-économiques telles que l'âge au premier travail, l'expérience entrepreneuriale de l'étudiant et des parents. La spécification comprend des effets fixes par strate (genre et filière) et les écarts types sont regroupés par strate. Les résultats demeurent identiques si l'on ajoute d'autres variables de contrôle mesurées lors de l'enquête de référence, à savoir les traits de personnalité des sondés (impulsivité, passion, ténacité, sentiment d'accomplissement, niveau d'organisation et optimisme pour l'avenir, etc.) et des variables captant leur niveau de prise de risques. Enfin, le regroupement des écarts types au niveau des gouvernorats fournit également des résultats semblables²².

Traitement sur les traités

Outre l'IDT, les estimations du traitement sur les traités (TT²³) sont présentées pour les principaux indicateurs de résultats. Ces estimations permettent d'obtenir l'impact de la voie entrepreneuriale sur les étudiants ayant respecté leur assignation au groupe de traitement en suivant la formation et les séances d'accompagnement 15 jusqu'à leur terme. Lorsque la participation au programme est totale dans le groupe de traitement (et qu'elle est nulle dans le groupe de contrôle), les estimations de l'IDT et du TT seront équivalentes. Toutefois, la section 6 montre que certains étudiants du groupe de traitement se sont désistés en cours de programme (et quelques étudiants du groupe de contrôle ont participé à la composante «formation» de la voie entrepreneuriale à l'issue de leurs études). Les estimations du TT permettent de tenir compte de cette adhérence partielle et isolent l'impact de la

¹⁹ Voir la version anglaise de ce rapport (Premand et al., 2012) pour plus de détails techniques.

²⁰ Intent-to-Treat estimates en Anglais.

²¹ Ajouter une variable binaire à chaque strate de randomisation accroît la puissance (Bruhn et McKenzie, 2008).

²² Voir la version anglaise de ce rapport (Premand et al., 2012) pour ces estimations.

¹⁵ Aussi, des étudiants du groupe de contrôle n'ont pas respecté leur assignation et ont poursuivi une formation en entrepreneuriat. Dans cette section nous nous concentrons seulement sur la non-conformité dans le groupe de traitement.

²³ Treatment on the Treated Estimates en Anglais.

participation effective au programme pour les étudiants ayant adhéré à leur assignation de départ au groupe de traitement ou de contrôle. Dans l'analyse empirique, les étudiants du groupe de traitement sont considérés comme participants effectifs s'ils suivent la formation CEFE et participent aux séances d'accompagnement jusqu'au bout. L'effet du TT est estimé pour un ensemble d'indicateurs de résultats. Il est estimé en utilisant l'assignation aléatoire à la voie entrepreneuriale comme variable instrumentale pour l'estimation de la participation effective à la voie entrepreneuriale.

On estime dans un premier temps l'effet de l'assignation aléatoire sur la participation effective à la voie entrepreneuriale, c'est-à-dire sur l'achèvement de la formation entrepreneuriale et la participation aux séances d'accompagnement. Comme nous l'avons vu dans la section 6, les étudiants ont été assignés de manière aléatoire aux groupes de traitement et de contrôle par une sélection aléatoire stratifiée. L'impact du traitement sur la probabilité d'achever la formation entrepreneuriale CEFE et d'assister aux sessions d'accompagnement peut être estimé en procédant à une analyse de régression par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) à partir de l'équation suivante :

$$U_i = \tau T_i + \gamma X_i + \alpha_i + \epsilon_i \quad (2)$$

Où U_i est l'information (de sources administratives) permettant de savoir si l'étudiant i a achevé sa formation entrepreneuriale et a suivi les séances d'accompagnement au cours de l'année universitaire 2009-2010, T_i est une variable binaire pour l'assignation aléatoire au groupe de traitement, X_i un vecteur de variables de contrôle, α_i représente des effets fixes pour chaque strate et ϵ_i constitue le terme d'erreur. Le coefficient τ indique l'effet causal d'être tiré au sort pour prendre part à la formation d'entrepreneurs sur la probabilité de participer effectivement à toute la voie entrepreneuriale.

Dans un deuxième temps, on estime l'effet d'une participation accrue à la formation entrepreneuriale et aux séances de coaching sur l'emploi (et d'autres indicateurs de résultats). L'assignation aléatoire à la voie entrepreneuriale produit une variation exogène de grande ampleur dans la participation au programme entre les groupes de traitement et de contrôle. La variation exogène de la participation prédite par la première étape (équation (2)) peut être utilisée pour estimer l'effet du TT selon l'équation suivante :

$$Y_i = \tau \hat{U}_i + \gamma X_i + \alpha_i + \epsilon_i \quad (3)$$

Où Y_i est l'indicateur de résultat pour l'individu i lors de l'enquête de suivi et \hat{U}_i est le niveau de participation au programme prédite lors de la première étape (équation (2)). Le coefficient τ fournit l'estimation du TT, soit l'impact de la participation effective au programme de formation entrepreneuriale et d'accompagnement pour les étudiants ayant adhéré à leur affectation à la voie entrepreneuriale.

Les estimations du TT représentent des effets moyens de traitement au niveau local²⁴ et doivent être interprétées avec prudence. Elles sont calculées pour les étudiants qui se sont conformés à leur assignation au groupe de traitement et qui ont effectivement participé au programme parce qu'ils étaient sélectionnés pour y participer. La section 6 a montré les caractéristiques des étudiants ayant adhéré à leur assignation au groupe de traitement et a révélé que ceux qui se sont désistés présentent des caractéristiques différentes. Très peu d'étudiants du groupe de contrôle ont participé à la formation entrepreneuriale après l'obtention de leur diplôme. Ainsi, les estimations du TT fournissent essentiellement l'impact moyen du programme sur les étudiants qui présentent les caractéristiques de ceux qui ne se désistent pas. Par contre, elles ne donnent pas une estimation de ce que serait l'impact du programme si tous les étudiants choisis avaient effectivement participé au programme. Cela

24 Local Average Treatment Effects en Anglais.

s'explique par le fait que les étudiants qui se désistent présentent des caractéristiques différentes de celles des étudiants qui participent effectivement à toute la voie entrepreneuriale ; l'impact du programme peut donc être différent pour eux. Ces observations n'invalident pas pour autant les estimations du TT, mais soulignent la nécessité de les interpréter avec prudence.

Estimation des différences d'impacts entre hommes et femmes

L'évaluation d'impact a été conçue pour déterminer si la voie entrepreneuriale aidait effectivement les jeunes diplômées à réussir leur passage du monde des études au marché du travail. Environ deux candidats sur trois inscrits au programme étaient des femmes. L'échantillon était stratifié par genre et il existe suffisamment de variations pour évaluer les différences entre les hommes et femmes bénéficiaires. L'hétérogénéité liée au genre est analysée à l'aide du modèle suivant :

$$Y_{i,t} = \alpha + \beta T_{i,t} + \gamma F_{i,t} + \delta X_{i,t} + \epsilon_{i,t} \quad (4)$$

où α est l'IDT pour les hommes, $\alpha + \gamma$ est l'IDT total pour les femmes ($F_{i,t}$ étant une variable binaire pour les femmes incluses dans l'échantillon) et δ des effets fixes pour les strates de randomisation s (y compris l'interaction entre le genre et les différentes filières). Les écarts types sont, comme indiqué plus haut, regroupés par strates. Le tableau 10 présente les résultats de l'estimation de l'équation (4) par la méthode des moindres carrés ordinaires pour les principaux indicateurs d'emploi. La première colonne représente l'estimation de l'IDT moyenne pour les hommes (α) ; la colonne (3) représente l'estimation du différentiel pour les femmes (c'est-à-dire le coefficient γ de l'interaction entre le genre et l'IDT) ; la colonne (5) représente l'IDT totale pour les femmes ($\alpha + \gamma$) ; la colonne (6) représente la valeur p .